



Société anonyme au capital social de 76 400 000 euros
Siège social : 3-7 quai du Point du Jour - 92100 Boulogne Billancourt, France
R.C.S. Nanterre 315 065 292

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion

- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») de la totalité des actions ordinaires composant le capital social de La Française des Jeux ;
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France (l'« **Offre à Prix Ouvert** ») et d'un placement global auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (le « **Placement Global** » et, ensemble avec l'Offre à Prix Ouvert, l'« **Offre** »), d'un nombre de 75 666 859 actions ordinaires cédées par l'Etat (l'« **Actionnaire Cédant** »), pouvant être porté à un nombre de 87 016 887 actions ordinaires cédées en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, dans le cadre de la cession par l'Etat d'un nombre maximal de 99 320 000 actions ordinaires.

Durée du Placement Global : du 7 novembre 2019 au 20 novembre 2019

Durée de l'Offre à Prix Ouvert : du 7 novembre 2019 au 19 novembre 2019

Fourchette indicative de prix applicable au Placement Global : entre 16,50 euros et 19,90 euros par action

Le Prix de l'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 2% par rapport au Prix du Placement Global

Fourchette indicative de prix applicable à l'Offre à Prix Ouvert : entre 16,17 euros et 19,50 euros par action

Les prix du Placement Global et de l'Offre à Prix Ouvert pourront être fixés en-dessous des bornes inférieures des fourchettes de prix applicables.



Ce prospectus est composé d'une note d'opération, d'un résumé et du document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement a été approuvé le 17 octobre 2019 sous le numéro I. 19-035 par l'AMF.

Ce prospectus a été approuvé le 6 novembre 2019 sous le numéro 19-514 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente pour l'application des dispositions du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF approuve ce prospectus après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes, cohérentes et compréhensibles.

Cette approbation n'est pas un avis favorable sur l'émetteur et sur la qualité des titres financiers faisant l'objet du prospectus. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation quant à l'opportunité d'investir dans les valeurs mobilières concernées.

Il est valide jusqu'au 5 novembre 2020 et devra être complété par un supplément au prospectus en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document d'enregistrement de La Française des Jeux (« **La Française des Jeux** », ou « **FDJ** » ou la « **Société** »), approuvé par l'AMF le 17 octobre 2019 sous le numéro I. 19-035 (le « **Document d'Enregistrement** »),
- de la présente note d'opération, et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la note d'opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de La Française des Jeux, 3-7 quai du Point du Jour - 92100 Boulogne Billancourt, France. Le Prospectus peut également être consulté sur le site Internet de La Française des Jeux (www.groupefdj.com) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

<p><i>Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés du Placement Global</i></p> <p>BNP PARIBAS CITIGROUP GOLDMAN SOCIETE SACHS GENERALE INTERNATIONAL</p> <p><i>Teneurs de Livre Associés du Placement Global</i></p> <p>CRÉDIT HSBC NATIXIS AGRICOLE CIB</p> <p><i>Co-Chef de File Associé du Placement Global</i></p> <p>CM-CIC MARKET SOLUTIONS</p>	<p><i>Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert</i></p> <p>CRÉDIT NATIXIS AGRICOLE CIB</p> <p><i>Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert</i></p> <p>BNP PARIBAS SOCIETE GENERALE</p> <p><i>Co-Chef de File Associé de l'Offre à Prix Ouvert</i></p> <p>CM-CIC MARKET SOLUTIONS</p>
--	--

REMARQUES GÉNÉRALES

La Française des Jeux, société anonyme d'économie mixte de droit français, au capital social de 76 400 000 euros, dont le siège social est sis 3-7 quai du Point du Jour - 92100 Boulogne Billancourt, France, immatriculée sous le numéro d'identification 315 065 292 (R.C.S. de Nanterre) est dénommée la « Société » ou « FDJ » ou « La Française des Jeux ») dans le Prospectus.

L'expression le « Groupe » désigne, sauf précision contraire expresse, la Société et l'ensemble de ses filiales.

Informations prospectives

Le Prospectus contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « estimer », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe.

Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide. Le Groupe n'est donc pas en mesure d'anticiper tous les risques (voir notamment chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement), incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective. Ces informations sont données uniquement à la date du Prospectus. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations ni des hypothèses sur lesquelles elles sont basées, à l'exception de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. Dans le contexte de l'admission des actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, FDJ communiquera au marché toute mise à jour des informations présentées susceptible d'avoir une influence significative sur ses activités, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats, conformément à la réglementation applicable, et respectera les obligations d'information permanente applicables à toute société dont les actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

Informations sur le marché et l'environnement concurrentiel

Le Prospectus contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille et aux perspectives de croissance de ces marchés, ainsi qu'aux parts de marché du Groupe et de ses concurrents, notamment au chapitre 5 « Aperçu des activités » du Document d'Enregistrement. Sauf indication contraire, les données de marché et les données rapportées au marché qui figurent dans le Prospectus résultent d'estimations réalisées par FDJ sur la base des informations publiées notamment par l'Autorité de Régulation des Jeux En Ligne créée en 2010 consécutivement à l'ouverture du marché à la concurrence (l'« ARJEL »). FDJ ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats. D'autres informations, identifiées comme telles, proviennent d'études publiées par des organismes indépendants tels que H2GC.

FDJ ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations. Par ailleurs, compte tenu de l'évolution rapide du marché, notamment du marché des paris sportifs, des données de marché incluses dans le Prospectus peuvent évoluer différemment des projections ou se révéler être incorrectes ou ne plus être à jour. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, à l'exception de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.

Facteurs de risque

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques détaillés au chapitre 3 du Document d'Enregistrement et au chapitre 2 de la présente note d'opération avant de prendre toute décision d'investissement. La concrétisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du Prospectus, pourraient également avoir un impact défavorable sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe.

Arrondis

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport à ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

Indicateurs alternatifs de performance et informations financières retraitées

Le Prospectus contient des indicateurs de performance du Groupe dont la publication n'est pas requise, ou qui ne reprennent pas une définition prévue par les normes comptables IFRS, notamment les mises¹, l'EBITDA², le PBJ³, le PNJ⁴, la marge contributive⁵, le ratio de conversion de l'EBITDA en trésorerie⁶, le taux des mises numérisées⁷, l'excédent net de trésorerie⁸ et les CAPEX⁹.

Par ailleurs, figure au paragraphe 7.1.4.2 « Retraitement relatif au nouveau cadre fiscal applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 et aux coûts relatifs à l'ouverture du capital » du Document d'Enregistrement des données financières 2018 retraitées aux fins de permettre aux investisseurs de mieux appréhender, en particulier, les impacts de l'entrée en vigueur de la nouvelle fiscalité applicable aux jeux d'argent et de hasard à partir du 1^{er} janvier 2020. Le Groupe présente ces indicateurs de performance et ces informations financières retraitées afin de permettre aux investisseurs de mieux comprendre l'évolution de ses résultats ainsi que les éléments qui peuvent influencer ses résultats futurs. Ces indicateurs et retraitements doivent uniquement être utilisés comme instruments d'analyse et ne doivent pas être considérés comme des substituts aux indicateurs définis par les normes comptables IFRS ni l'image fidèle des comptes passés. Ils ne peuvent donc pas constituer des éléments de substitution aux comptes approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

Glossaire

Un glossaire reprenant les définitions des principaux termes techniques utilisés dans le Prospectus figure au début du Document d'Enregistrement.

¹ Les mises correspondent aux sommes jouées par les clients et enregistrées sur les systèmes de prises de jeu informatisées de FDJ, tant dans le réseau de points de vente qu'en ligne. Elles sont comptabilisées quotidiennement et enregistrées à l'unité pour les jeux de tirage et les paris sportifs, par livret de tickets pour les jeux instantanés sur la base de paramètres déclenchés dans les systèmes informatiques liés au cycle d'écoulement de ce livret.

² L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements.

³ Le PBJ (Produit Brut des Jeux) correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants.

⁴ Le PNJ (Produit Net des Jeux) correspond à la rémunération de FDJ. Assis sur les enjeux des joueurs (les mises), il est fixe, par tranche de PNJ, pour les jeux sous droits exclusifs et variable, en fonction du TRJ, pour les paris sportifs en ligne. A compter du 1^{er} janvier 2020, le PNJ correspondra à un solde, déterminé à partir du PBJ, lui-même variable en fonction du TRJ de chaque catégorie de jeu et diminué ensuite des prélèvements publics. Le TRJ (taux de retour aux joueurs) correspond à la part des mises affectées aux gagnants (voir paragraphe 7.1.2.1 « Le contexte réglementaire » du Document d'Enregistrement).

⁵ La marge contributive se calcule par différence entre le chiffre d'affaires et les coûts des ventes et les coûts marketing et communication (hors amortissements).

⁶ Le ratio de conversion de l'EBITDA en trésorerie correspond à l'EBITDA effectivement transformé en trésorerie une fois retranchées les dépenses d'investissement (CAPEX) et la variation du besoin en fonds de roulement (BFR) de la période, ramené à l'EBITDA total.

⁷ Les mises numérisées désignent les prises de jeu numérisées que les joueurs effectuent, pour tout ou partie, au travers d'un appareil numérique (ordinateur portable, tablette, smartphone, borne). Elles sont constituées des prises de jeux effectuées en ligne d'une part et/ou en points de vente en utilisant, pour tout ou partie, un appareil numérique (smartphone/tablette/ordinateur portable ou borne) d'autre part.

⁸ L'excédent net de trésorerie constitue l'indicateur utilisé en interne pour suivre la solidité de la structure financière du Groupe. Il se calcule comme :

- la somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des titres de placements et dépôts à terme mobilisables dans un horizon court-terme (donc hors trésorerie sous séquestre et dépôts de garantie) ;
- diminuée des dettes financières courantes et non courantes (hors dépôts et cautionnement versés), incluant les passifs locatifs liés à IFRS 16 Contrats de location, de la dette envers l'Etat correspondant à la contrepartie financière due au titre de la sécurisation des droits exclusifs et de la valeur des fonds réglementaires (fonds permanent, excédent du fonds permanent, fonds de contrepartie et fonds de réserve). A la suite de l'adoption de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, ces fonds seront restitués à l'Etat à compter du 1^{er} janvier 2020 selon un calendrier en cours de définition et sont présentés dans les comptes du Groupe en dette financière courante à compter du 30 juin 2019.

⁹ Les CAPEX (ou dépenses d'investissement) représentent la somme investie par une entreprise pour acquérir (ou améliorer) des immobilisations corporelles, incorporelles, voire acquérir une nouvelle branche d'activité ou racheter des parts d'actionnaires minoritaires.

SOMMAIRE

1	PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS.....	8
1.1	RESPONSABLE DU PROSPECTUS	8
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS	8
1.3	ATTESTATION DE L' ACTIONNAIRE CEDANT	8
1.4	RESPONSABLE DE L' INFORMATION FINANCIERE.....	8
1.5	RAPPORT D'EXPERT	8
1.6	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE	8
2	FACTEURS DE RISQUES DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES	9
3	INFORMATIONS DE BASE.....	11
3.1	DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET CONSOLIDE	11
3.2	CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2019	11
3.3	INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE	12
3.4	RAISONS DE L'OFFRE.....	12
4	INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS	13
4.1	NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION	13
4.2	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	14
4.3	FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS	14
4.4	DEVISE	14
4.5	DROITS ATTACHES AUX ACTIONS.....	14
4.6	AUTORISATIONS	18
4.7	DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS	18
4.8	RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS	18
4.9	REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES	18
4.9.1	Offre publique obligatoire.....	18
4.9.2	Offre publique de retrait et retrait obligatoire	18
4.10	OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS	18
4.11	RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES	19
4.11.1	Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France	19
4.11.2	Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située en France	21
4.11.3	Autres actionnaires.....	23
4.12	TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES FRANÇAISE (« TTF FRANÇAISE ») ET DROITS D'ENREGISTREMENT	24
5	CONDITIONS DE L'OFFRE.....	25
5.1	CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES D'ACHAT.....	25
5.1.1	Conditions de l'Offre	25
5.1.2	Montant de l'Offre	26
5.1.3	Procédure et période de l'Offre	27
5.1.4	Révocation ou suspension de l'Offre	32
5.1.5	Réduction des ordres.....	32
5.1.6	Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre.....	32
5.1.7	Révocation des ordres d'achat	32
5.1.8	Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Cédées	32
5.1.9	Publication des résultats de l'Offre	32
5.2	PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES.....	33
5.2.1	Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'Offre	33
5.2.2	Intentions d'achat des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre d'achat de plus de 5%	35
5.2.3	Information pré-allocation	35
5.2.4	Notification aux investisseurs	35
5.3	FIXATION DU PRIX DES ACTIONS CEDEES	36

5.3.1	Méthode de fixation du prix des Actions Cédées.....	36
5.3.2	Procédure de publication du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global et des modifications des paramètres de l'Offre	36
5.3.3	Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription	38
5.3.4	Disparité de prix.....	38
5.4	PLACEMENT ET GARANTIE.....	38
5.4.1	Coordonnées des Garants	38
5.4.2	Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier	39
5.4.3	Garantie.....	39
5.4.4	Engagement de conservation	40
5.4.5	Date de signature des Contrats de Garantie et de règlement-livraison des Actions Cédées.....	40
6	ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	41
6.1	ADMISSION AUX NEGOCIATIONS	41
6.2	PLACE DE COTATION.....	41
6.3	OFFRE CONCOMITANTE D' ACTIONS	41
6.4	CONTRAT DE LIQUIDITE	44
6.5	STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ.....	45
6.6	OPTION DE SURALLOCATION	45
7	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	46
7.1	PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE.....	46
7.2	NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE.....	46
7.3	PARTICIPATION DE L' ACTIONNAIRE MAJORITAIRE	46
7.4	ENGAGEMENTS D' ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES	46
7.4.1	Engagement d' abstention pris par la Société	46
7.4.2	Engagement de conservation des titres	46
8	DÉPENSES LIÉES Á L'OFFRE.....	47
9	DILUTION	48
9.1	INCIDENCE SUR LA PARTICIPATION DANS LE CAPITAL D' UN ACTIONNAIRE	48
9.2	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE	48
10	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	50
10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L' OFFRE	50
10.2	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	50
11	MISE À JOUR DE L' INFORMATION CONCERNANT LA SOCIÉTÉ.....	51
11.1	FINANCEMENT DE LA CONTREPARTIE FINANCIERE A LA SECURISATION DES DROITS EXCLUSIFS	51
11.2	PUBLICATION DES DECRETS DROITS EXCLUSIFS ET CONTROLE ETROIT	51
11.3	ASSEMBLEE GENERALE DU 4 NOVEMBRE 2019	51
11.4	PARTICIPATION DANS BEIJING ZHONGCAI PRINTING CO	52
11.5	ACCORDS D' ACTIONNAIRES	52
11.6	ACTIVITE	52

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Prospectus approuvé en date du 6 novembre 2019 par l'AMF sous le numéro 19-514

Section 1 – Introduction

Nom et code ISIN (numéro international d'identification des valeurs mobilières) des valeurs mobilières

Libellé pour les actions : FDJ ; **Code ISIN :** FR0013451333

Identité et coordonnées de l'émetteur, y compris son identifiant d'entité juridique (LEI)

Dénomination sociale : La Française des Jeux (la « Société » et, avec l'ensemble de ses filiales, le « Groupe »).

Lieu et numéro d'immatriculation : R.C.S. Nanterre 315 065 292.

LEI : 969500R4CLSQFTYYI535.

Identité et coordonnées de l'autorité compétente qui a approuvé le Prospectus : Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), 17 place de la Bourse, 75002 Paris, France. Le Document d'Enregistrement de la Société a été approuvé le 17 octobre 2019 sous le numéro I. 19-035 par l'AMF.

Date d'approbation du Prospectus : 6 novembre 2019.

Avertissement au lecteur

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet d'une offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur. L'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il investirait dans les actions de la Société dans le cas d'une baisse du cours des actions de la Société. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou incohérent, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.

Section 2 – Informations clés sur l'émetteur

2.1 Qui est l'émetteur des valeurs mobilières?

- Dénomination sociale : La Française des Jeux.
- Siège social : 3-7 quai du Point du Jour, 92100 Boulogne Billancourt, France.
- Forme juridique : société anonyme d'économie mixte, à conseil d'administration.
- Droit applicable : droit français.
- Pays d'origine : France.

Principales activités

Héritière de la Loterie Nationale créée en 1933 sur autorisation de l'Etat, FDJ est aujourd'hui le premier acteur du secteur des jeux d'argent et de hasard en France (avec 51% du PBJ français en 2018) ainsi que la deuxième loterie européenne et la quatrième loterie mondiale en termes de PBJ¹⁰. FDJ exerce deux activités principales : la loterie (jeux de tirage et jeux instantanés¹¹) et les paris sportifs. Elle développe également trois activités adjacentes : (i) les services B2B à l'international, (ii) le paiement et les services en points de vente et (iii) le divertissement. Pour l'exploitation en France des jeux de loterie en points de vente et en ligne ainsi que des paris sportifs en points de vente, FDJ s'est vu confier par l'Etat des droits exclusifs pour une durée de 25 ans.

Actionnariat à la date du Prospectus

Actionnaire	Nombre d'actions*	Nombre de droits de vote*	% du capital et des droits de vote*
Etat français	137 520 000	275 040 000	72,00%
FCP Française des Jeux Actionnariat	9 550 000	19 100 000	5,00%
Union des Blessés de la Face et de la Tête (UBFT)	17 626 435	35 252 870	9,23%
Fédération Nationale André Maginot (FNAM)	8 079 300	16 158 600	4,23%
(sous-concert UBFT-FNAM)	25 705 735	51 411 470	13,45%
IDSud	5 015 660	10 031 320	2,63%
Confédération Nationale des Buralistes de France	3 732 140	7 464 280	1,95%
MASFI (anciennement Mutuelle du Trésor)	1 910 000	3 820 000	1,00%
Comalo	1 121 170	2 242 340	0,59%
Emissions Berger	714 340	1 428 680	0,37%
Mme Stéphane Pallez**	955**	1 910**	-
FDJ/Soficoma***	5 730 000***	11 460 000***	3,00%***
Total	191 000 000	382 000 000***	100%

* Après prise d'effet de l'octroi de droit de vote double aux actions détenues au nominatif depuis plus de 2 ans puis de la division de la valeur nominale des actions de la Société.

** Ces actions sont des actions prêtées par l'UBFT au titre du mandat d'administrateur.

*** Voir §18.7 « Procédures judiciaires et d'arbitrage » du Document d'Enregistrement : la détention par Soficoma des actions FDJ fait l'objet d'un contentieux. Les chiffres prennent l'hypothèse d'une détention par Soficoma. Conformément aux dispositions du Code de commerce, dans l'hypothèse où les actions sont détenues par FDJ, celles-ci sont privées de droit de vote.

¹⁰ Source : FDJ et H2GC. Sauf indication contraire, la source pour les données de marché qui figurent dans le Prospectus correspond à une estimation de FDJ sur la base des informations, notamment en termes de PBJ, publiées par les autres opérateurs de jeux d'argent et les autorités de contrôle (par exemple, l'ARJEL, H2GC).

¹¹ Les jeux instantanés comprennent les jeux de grattage, les jeux à aléa immédiat et les jeux instantanés additionnels (voir paragraphe 9.1.2.1 « Régime applicable à l'organisation et à l'exploitation de jeux de loterie » du Document d'Enregistrement).

		<p>Principal dirigeant : Madame Stéphane Pallez, Présidente-Directrice Générale de la Société.</p> <p>Contrôleurs légaux des comptes</p> <p>Deloitte & Associés (Tour Majunga, 6 place de la Pyramide, 92908 Paris-la-Défense Cedex), membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles, représenté par M. Jean François Viat et Mme Nadège Pineau.</p> <p>PricewaterhouseCoopers Audit (63, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine), membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles, représenté par M. Philippe Vincent et M. Jean-Paul Collignon.</p>																																																																																																																																																					
2.2	Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur?	<p>Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé</p> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2018</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2017</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2016</th><th>Semestre clos le 30 juin 2019</th><th>Semestre clos le 30 juin 2018</th></tr><tr><td>Chiffre d'affaires</td><td>1 802,6</td><td>1 762,0</td><td>1 695,8</td><td>944,0</td><td>897,0</td></tr><tr><td>Résultat opérationnel</td><td>256,7</td><td>258,0</td><td>242,8</td><td>128,7</td><td>141,8</td></tr><tr><td>Résultat net de l'exercice</td><td>170,4</td><td>181,0</td><td>175,9</td><td>95,9</td><td>94,8</td></tr></table> <p>Informations financières sélectionnées de l'état de la situation financière consolidée</p> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th>Au 31 déc. 2018</th><th>Au 31 déc. 2017</th><th>Au 31 déc. 2016</th><th>Au 30 juin 2019</th></tr><tr><td>Total de l'actif</td><td>2 702,2</td><td>2 049,2</td><td>2 012,3</td><td>2 690,0</td></tr><tr><td>Total des capitaux propres</td><td>563,9</td><td>520,2</td><td>461,8</td><td>536,2</td></tr></table> <p>Informations financières sélectionnées du tableau des flux de trésorerie consolidés</p> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2018</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2017</th><th>Exercice clos le 31 déc. 2016</th><th>Semestre clos le 30 juin 2019</th><th>Semestre clos le 30 juin 2018</th></tr><tr><td>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</td><td>245,1</td><td>291,9</td><td>(78,4)</td><td>208,3</td><td>197,6</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement</td><td>(99,4)</td><td>(138,7)</td><td>(234,1)</td><td>(191,0)</td><td>(75,2)</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement</td><td>(134,5)</td><td>(128,5)</td><td>(109,1)</td><td>(12,7)</td><td>(4,3)</td></tr></table> <p>Principaux indicateurs de performance</p> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th>Au 31 déc. 2018</th><th>Au 31 déc. 2017</th><th>Au 31 déc. 2016</th><th>Au 30 juin 2019</th><th>Au 30 juin 2018</th></tr><tr><td>Mises</td><td>15 817,0</td><td>15 144,4</td><td>14 330,7</td><td>8 420,0</td><td>7 854,6</td></tr><tr><td>Taux de mises numérisées</td><td>15,3%</td><td>11,0%</td><td>6,5%</td><td>19,6%</td><td>N/A</td></tr><tr><td>Produit brut des jeux</td><td>5 119,6</td><td>5 022,1</td><td>4 785,4</td><td>2 663,0</td><td>2 524,9</td></tr><tr><td>Produit net des jeux</td><td>1 774,3</td><td>1 726,8</td><td>1 660,7</td><td>933,4</td><td>881,4</td></tr><tr><td>Marge contributive BU loterie</td><td>476</td><td>481</td><td>426</td><td>243</td><td>243</td></tr><tr><td>Marge contributive BU Paris sportifs</td><td>24</td><td>33</td><td>56</td><td>26</td><td>14</td></tr><tr><td>Marge contributive ABU</td><td>1</td><td>-3</td><td>-2</td><td>-2</td><td>-1</td></tr><tr><td>EBITDA</td><td>315</td><td>316</td><td>301</td><td>177</td><td>164</td></tr><tr><td>Conversion de l'EBITDA en trésorerie</td><td>79%</td><td>84%</td><td>70%⁽¹⁾</td><td>79%⁽²⁾</td><td>N/A</td></tr><tr><td>CAPEX</td><td>92,9</td><td>104,2</td><td>265,7</td><td>144,2</td><td>N/A</td></tr><tr><td>Excédent Net de Trésorerie</td><td>573,8</td><td>512,3</td><td>464,2</td><td>70,0</td><td>N/A</td></tr></table> <p>⁽¹⁾ Conversion de l'EBITDA en trésorerie réalisée avec des CAPEX retraités des coûts liés à l'acquisition du siège social (207 millions d'euros) et variation de BFR retraitée de l'écrêtement du fonds permanent versé à l'Etat fin 2016 (97 millions d'euros) et de la modification du calendrier de règlement de certaines prélèvements publics (60 millions d'euros).</p> <p>⁽²⁾ Données sur 12 mois glissants. Conversion de l'EBITDA en trésorerie réalisée avec des CAPEX retraités des coûts liés à l'acquisition de Sporting Group (112 millions d'euros).</p> <p>EBITDA 2018 retraité*</p> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th></th></tr><tr><td>EBITDA 2018 publié</td><td>315</td></tr><tr><td>Produit net des jeux Loterie</td><td>(10)</td></tr><tr><td>Produit net des jeux Paris sportifs</td><td>60</td></tr><tr><td>Prime d'assurance</td><td>(3)</td></tr><tr><td>Coûts préalables à l'IPO</td><td>4</td></tr><tr><td>EBITDA 2018 retraité</td><td>366</td></tr></table> <p>* EBITDA 2018 retraité intégrant les impacts à venir liés au nouveau cadre fiscal applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 (voir §7.1.2.1 « Le contexte réglementaire » du Document d'Enregistrement) et une harmonisation du traitement des charges relatives à l'ouverture du capital.</p> <p>Prévisions 2019</p> <p>FDJ prévoit des mises totales pour l'exercice 2019 d'environ 16,9 milliards d'euros et un chiffre d'affaires d'environ 1,9 milliard d'euros (2 milliards d'euros sur une base retraitée¹²). L'EBITDA réalisé du Groupe, hors coûts d'introduction en bourse et d'offre réservée aux salariés, devrait s'élever à environ 325 millions d'euros¹³. L'EBITDA retraité devrait être de l'ordre de 375 millions d'euros, en prenant en compte les retraitements liés à la nouvelle fiscalité qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020, le coût de mise en place d'une assurance pour couvrir les risques de contrepartie et intégrant</p>	(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2018	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016	Semestre clos le 30 juin 2019	Semestre clos le 30 juin 2018	Chiffre d'affaires	1 802,6	1 762,0	1 695,8	944,0	897,0	Résultat opérationnel	256,7	258,0	242,8	128,7	141,8	Résultat net de l'exercice	170,4	181,0	175,9	95,9	94,8	(en millions d'euros)	Au 31 déc. 2018	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016	Au 30 juin 2019	Total de l'actif	2 702,2	2 049,2	2 012,3	2 690,0	Total des capitaux propres	563,9	520,2	461,8	536,2	(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2018	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016	Semestre clos le 30 juin 2019	Semestre clos le 30 juin 2018	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	245,1	291,9	(78,4)	208,3	197,6	Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	(99,4)	(138,7)	(234,1)	(191,0)	(75,2)	Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	(134,5)	(128,5)	(109,1)	(12,7)	(4,3)	(en millions d'euros)	Au 31 déc. 2018	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016	Au 30 juin 2019	Au 30 juin 2018	Mises	15 817,0	15 144,4	14 330,7	8 420,0	7 854,6	Taux de mises numérisées	15,3%	11,0%	6,5%	19,6%	N/A	Produit brut des jeux	5 119,6	5 022,1	4 785,4	2 663,0	2 524,9	Produit net des jeux	1 774,3	1 726,8	1 660,7	933,4	881,4	Marge contributive BU loterie	476	481	426	243	243	Marge contributive BU Paris sportifs	24	33	56	26	14	Marge contributive ABU	1	-3	-2	-2	-1	EBITDA	315	316	301	177	164	Conversion de l'EBITDA en trésorerie	79%	84%	70% ⁽¹⁾	79% ⁽²⁾	N/A	CAPEX	92,9	104,2	265,7	144,2	N/A	Excédent Net de Trésorerie	573,8	512,3	464,2	70,0	N/A	(en millions d'euros)		EBITDA 2018 publié	315	Produit net des jeux Loterie	(10)	Produit net des jeux Paris sportifs	60	Prime d'assurance	(3)	Coûts préalables à l'IPO	4	EBITDA 2018 retraité	366
(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2018	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016	Semestre clos le 30 juin 2019	Semestre clos le 30 juin 2018																																																																																																																																																		
Chiffre d'affaires	1 802,6	1 762,0	1 695,8	944,0	897,0																																																																																																																																																		
Résultat opérationnel	256,7	258,0	242,8	128,7	141,8																																																																																																																																																		
Résultat net de l'exercice	170,4	181,0	175,9	95,9	94,8																																																																																																																																																		
(en millions d'euros)	Au 31 déc. 2018	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016	Au 30 juin 2019																																																																																																																																																			
Total de l'actif	2 702,2	2 049,2	2 012,3	2 690,0																																																																																																																																																			
Total des capitaux propres	563,9	520,2	461,8	536,2																																																																																																																																																			
(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2018	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016	Semestre clos le 30 juin 2019	Semestre clos le 30 juin 2018																																																																																																																																																		
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	245,1	291,9	(78,4)	208,3	197,6																																																																																																																																																		
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	(99,4)	(138,7)	(234,1)	(191,0)	(75,2)																																																																																																																																																		
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	(134,5)	(128,5)	(109,1)	(12,7)	(4,3)																																																																																																																																																		
(en millions d'euros)	Au 31 déc. 2018	Au 31 déc. 2017	Au 31 déc. 2016	Au 30 juin 2019	Au 30 juin 2018																																																																																																																																																		
Mises	15 817,0	15 144,4	14 330,7	8 420,0	7 854,6																																																																																																																																																		
Taux de mises numérisées	15,3%	11,0%	6,5%	19,6%	N/A																																																																																																																																																		
Produit brut des jeux	5 119,6	5 022,1	4 785,4	2 663,0	2 524,9																																																																																																																																																		
Produit net des jeux	1 774,3	1 726,8	1 660,7	933,4	881,4																																																																																																																																																		
Marge contributive BU loterie	476	481	426	243	243																																																																																																																																																		
Marge contributive BU Paris sportifs	24	33	56	26	14																																																																																																																																																		
Marge contributive ABU	1	-3	-2	-2	-1																																																																																																																																																		
EBITDA	315	316	301	177	164																																																																																																																																																		
Conversion de l'EBITDA en trésorerie	79%	84%	70% ⁽¹⁾	79% ⁽²⁾	N/A																																																																																																																																																		
CAPEX	92,9	104,2	265,7	144,2	N/A																																																																																																																																																		
Excédent Net de Trésorerie	573,8	512,3	464,2	70,0	N/A																																																																																																																																																		
(en millions d'euros)																																																																																																																																																							
EBITDA 2018 publié	315																																																																																																																																																						
Produit net des jeux Loterie	(10)																																																																																																																																																						
Produit net des jeux Paris sportifs	60																																																																																																																																																						
Prime d'assurance	(3)																																																																																																																																																						
Coûts préalables à l'IPO	4																																																																																																																																																						
EBITDA 2018 retraité	366																																																																																																																																																						

¹² Les retraitements sont : (i) la prise en compte d'une année pleine de chiffre d'affaires de Sporting Group, acquis en mai 2019 et (ii) l'application du nouveau cadre fiscal qui sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020.

¹³ Les coûts d'introduction en bourse et d'offre réservée aux salariés n'impactent pas l'EBITDA puisqu'ils sont comptabilisés en éléments non récurrents du résultat opérationnel.

		<p>une année pleine de Sporting Group. FDJ souhaite proposer la distribution d'un dividende de 122 millions d'euros au titre de l'exercice 2019.</p> <p>Prévisions 2020</p> <p>En 2020, le Groupe estime que le niveau des mises devrait augmenter de 4% à 5% par rapport à 2019, avec pour ambition de se situer dans le haut de la fourchette et que le chiffre d'affaires devrait progresser d'environ 5% par rapport au niveau 2019 sur une base comparable. La marge d'EBITDA devrait être en ligne avec la marge d'EBITDA 2019 retraitée.</p> <p>Objectifs 2020-2025</p> <p>Sur la période 2020-2025, FDJ vise un taux de croissance annuel moyen des mises et du chiffre d'affaires compris entre 3% et 4%, avec pour ambition de se situer dans le haut de la fourchette. A horizon 2025, le Groupe attend une marge d'EBITDA hors croissance externe supérieure à 20%. Les investissements cumulés prévus devraient représenter environ 600 millions d'euros sur la période 2020-2025¹⁴ pour financer la maintenance des actifs du Groupe et le développement des activités hors croissance externe. Le ratio de conversion de l'EBITDA en trésorerie devrait se maintenir à environ de 80% chaque année, hors événements exceptionnels et hors croissance externe. Le Groupe entend ne pas dépasser un ratio d'endettement financier (dette nette sur EBITDA) de 2 sur la période 2020-2025, y compris croissance externe. L'augmentation du ratio d'endettement financier pourrait résulter du financement d'une stratégie d'acquisitions sélective et ciblée sans exclusion des opérations plus transformantes au cas par cas, en fonction des opportunités.</p>
2.3	Quels sont les risques spécifiques à l'émetteur ?	<p>Un investissement dans les actions de la Société comprend de nombreux risques et incertitudes liés aux activités du Groupe pouvant résulter en une perte partielle ou totale de leur investissement pour les investisseurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risques liés au cadre réglementaire du secteur des jeux d'argent et de hasard, FDJ évoluant dans un secteur fortement réglementé et strictement régulé par l'Etat, au regard des risques spécifiques qu'il comporte en termes de préservation de l'ordre public et social, en particulier s'agissant de la prévention des comportements de jeu excessif et le jeu des mineurs ; <ul style="list-style-type: none"> o et notamment risques liés à l'évolution de la réglementation des jeux d'argent et de hasard : bien que le cadre législatif et réglementaire applicable vienne d'être entièrement revu dans le cadre de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (la « Loi Pacte »), et de l'ordonnance n°2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard (l'« Ordonnance 2019 »), ce nouveau cadre pourrait de nouveau être modifié dans le sens d'un durcissement des contraintes pesant sur les opérateurs ; - risque de défaut de compétitivité en matière de paris sportifs en ligne en raison d'une intensité concurrentielle exacerbée du fait d'un taux de volatilité des joueurs élevé ; - risque d'indisponibilité prolongée du système de prise de jeux en points de vente résultant de pannes ou d'erreurs humaines, d'une saturation du réseau informatique, d'une défaillance de tiers ou encore d'une catastrophe naturelle ; - risques dans le traitement informatique des jeux liés à un problème sur le système d'information de FDJ qui pourrait entraîner l'arrêt des prises de jeux ou empêcher la réalisation des tirages électroniques ; - risque de cybercriminalité, le Groupe pouvant être la cible de multiples formes de cybercriminalité, internes ou externes.
Section 3 – Informations clés sur les valeurs mobilières		
3.1	Quelles sont les principales caractéristiques des valeurs mobilières ?	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« Euronext Paris ») est demandée sont l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société (les « Actions »).</p> <p>L'Etat (l'« Actionnaire Cédant ») souhaite céder un nombre total maximum de 99 320 000 Actions, représentant un maximum de 52% du capital social de la Société, dans le cadre de l'Offre (telle que définie ci-après) et de l'Offre Réservée aux Salariés (telle que définie ci-après), en tenant compte par ailleurs de la remise éventuelle d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (telle que définie ci-après) dans les conditions prévues ci-après. Dans ce cadre, l'Offre portera sur un nombre de 75 666 859 Actions, cédées par l'Actionnaire Cédant, (les « Actions Cédées Initiales »), auxquelles pourrait s'ajouter un nombre de 11 350 028 Actions supplémentaires cédées par l'Actionnaire Cédant en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après) (les « Actions Cédées Supplémentaires »), (les Actions Cédées Initiales et les Actions Cédées Supplémentaires sont désignées ensemble les « Actions Cédées »), pouvant être augmenté des Actions non souscrites dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés (telle que définie ci-après) et en tenant compte du nombre d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (telle que définie ci-après) dans les conditions prévues ci-après.</p> <p>Concomitamment à l'Offre, il est prévu qu'un maximum de 9 276 438 Actions seront cédées par l'Actionnaire Cédant à la Société pour être proposées, à des conditions préférentielles, aux salariés et ayants-droit assimilés de la Société et des sociétés du Groupe, dont la Société détient directement ou indirectement la majorité du capital social, adhérentes au plan d'épargne groupe ou au plan d'épargne groupe international selon le cas, conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.</p> <p>Monnaie, dénomination et nombre de valeurs mobilières offertes</p> <p>Devise : Euro.</p> <p>Libellé pour les actions : FDJ.</p> <p>A compter de l'approbation par l'AMF du Prospectus, la valeur nominale par Action est égale à 0,40 euro.</p>

¹⁴ Le niveau des amortissements devrait augmenter pour passer d'approximativement 100 millions d'euros en 2019 à 130 millions d'euros en 2021 puis se stabiliser globalement à ce niveau sur la période 2021-2025.

		<p>Droits attachés aux actions</p> <p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de l'admission des Actions aux négociations sur Euronext Paris, les principaux droits attachés aux Actions seront les suivants : (i) droit à dividendes et droit de participation aux bénéfices de la Société, (ii) droit de participer aux assemblées générales d'actionnaires, (iii) droit de vote, étant précisé qu'un droit de vote double est attribué à toute Action justifiant d'une inscription au nominatif pendant une durée continue de deux ans au nom du même actionnaire (à compter de la date d'approbation du Prospectus par l'AMF et avec effet immédiat), (iv) droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie et (v) droit de participation à tout excédent en cas de liquidation</p> <p>Rang relatif des valeurs mobilières dans la structure du capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité : sans objet.</p> <p>Restriction imposée à la libre négociabilité des actions</p> <p>A compter de l'admission des Actions aux négociations sur Euronext Paris, aucune clause statutaire ne limitera la libre négociabilité des Actions composant le capital de la Société. Il est toutefois rappelé qu'aux termes de l'Ordonnance 2019, la possession, directe ou indirecte, d'actions représentant plus du dixième ou d'un multiple du dixième du capital ou des droits de vote de FDJ par une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, doit faire l'objet d'une autorisation préalable par les ministres chargés de l'économie et du budget. Cette autorisation devra être renouvelée si son bénéficiaire vient à agir de concert, subir un changement de contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce ou si l'identité d'un des membres du concert vient à changer. Elle sera également renouvelée préalablement à tout nouveau franchissement des seuils mentionnés ci-dessus.</p> <p>Politique en matière de dividendes</p> <p>FDJ a pour objectif sur la période 2020-2025, de distribuer des dividendes représentant 80% de son résultat net consolidé, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale annuelle des actionnaires.</p>
3.2	Où les valeurs mobilières seront-elles négociées?	<p>L'admission des Actions est demandée sur le compartiment A d'Euronext Paris.</p> <p>Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.</p>
3.3	Quels sont les principaux risques spécifiques aux valeurs mobilières?	<p>Un investissement dans les titres de la Société comprend de nombreux risques et incertitudes pouvant résulter en une perte partielle ou totale de leur investissement pour les investisseurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cours des Actions est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; - un marché liquide des Actions pourrait ne pas se développer ou perdurer ; - la cession par un des principaux actionnaires de la Société, d'un nombre important d'Actions, le cas échéant à l'issue de son engagement de conservation, ou la possibilité d'une telle cession, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur le prix de marché des Actions.
Section 4 – Informations clés sur l'offre au public de valeurs mobilières et/ou l'admission à la négociation sur un marché réglementé		
4.1	A quelles conditions et selon quel calendrier puis-je investir dans cette valeur mobilière ?	<p>Structure de l'Offre</p> <p>Le ministre de l'économie et des finances a, par arrêté en date du 6 novembre 2019, fixé les modalités du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la Française des Jeux (l'« Arrêté »).</p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Cédées soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant (i) une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO ») et (ii) un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »), comportant (a) un placement en France; (b) un placement international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du <i>U.S. Securities Act</i> de 1933, tel que modifié (le « Securities Act ») et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la Regulation S du <i>Securities Act</i>.</p> <p>Il est envisagé d'allouer à l'Offre à Prix Ouvert entre 20% et 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre (avant exercice de l'Option de Surallocation). En outre, le nombre total d'Actions allouées à l'Offre à Prix Ouvert et au Placement Global sera déterminé en tenant compte (i) de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global ainsi que de l'Offre Réservée aux Salariés, dans le respect des principes édictés par l'article 315-6 du règlement général de l'AMF, et (ii) du nombre d'Actions complémentaires devant être conservées en vue de leur remise à l'issue d'une période de 18 mois dans les conditions résumées ci-dessous.</p> <p>Option de Surallocation</p> <p>L'Etat consentira à BNP Paribas (ou toute entité agissant pour son compte) agissant en qualité d'agent de la stabilisation, au nom et pour le compte des garants de l'opération, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'Actions représentant un maximum de 15% du nombre cumulé d'Actions Cédées Initiales, soit un nombre de 11 350 028 Actions Cédées Supplémentaires (l'« Option de Surallocation »).</p> <p>Fourchettes indicatives du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global</p> <p>Le prix d'achat unitaire des Actions Cédées dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 2% par rapport au prix du Placement Global. Le prix du Placement Global pourrait se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 16,50 euros et 19,90 euros par Action (le « Prix du Placement Global ») et le prix de l'Offre à Prix Ouvert pourrait donc se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 16,17 euros et 19,50 euros par Action (le « Prix de l'Offre à Prix Ouvert »).</p> <p>Ces fourchettes de prix sont indicatives et le Prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Prix du Placement Global pourront être fixés en dehors de ces fourchettes indicatives, sous réserve de l'avis de la Commission des participations et des transferts sur le prix minimum pouvant être offert pour les Actions.</p>

	<p>Offre concomitante d'Actions de la Société - Offre réservée aux salariés</p> <p>Concomitamment à l'Offre et conformément à l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et à l'Arrêté, l'Actionnaire Cédant cédera à la Société un maximum de 9 276 438 Actions qui seront proposées à des conditions préférentielles, aux salariés et ayants-droit assimilés (les « Bénéficiaires ») de la Société et des sociétés du Groupe, dont la Société détient directement ou indirectement la majorité du capital social en France, en Polynésie Française et au Royaume-Uni, adhérentes du plan d'épargne groupe ou du plan d'épargne groupe international selon le cas (les « Actions Réservées aux Salariés »), conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail (l'« Offre Réservée aux Salariés »). Le nombre d'Actions effectivement transférées aux Bénéficiaires dépendra du niveau des acquisitions effectives. Les Actions Réservées aux Salariés faisant l'objet de l'Offre Réservée aux Salariés sont des actions ordinaires de la Société.</p>
	<p>Calendrier indicatif</p> <p>7 novembre 2019 Communication du ministre de l'économie et des finances relative aux modalités et au calendrier de la privatisation de la Société et communiqué de la Société annonçant l'opération. Ouverture de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés.</p> <p>19 novembre 2019 Clôture de l'OPO et de l'Offre Réservée aux Salariés.</p> <p>20 novembre 2019 Clôture du Placement Global et communiqués de presse indiquant le Prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Prix du Placement Global. Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre.</p> <p>21 novembre 2019 (9h30) Début des négociations des Actions sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « FDJ Promesses »)</p> <p>22 novembre 2019 Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global.</p> <p>19 décembre 2019 Règlement-livraison des Actions Réservées aux Salariés.</p> <p>20 décembre 2019 Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation et fin de la période de stabilisation éventuelle.</p> <p>Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO</p> <p>Trois catégories d'ordres sont susceptibles d'être émis. Quelle que soit la catégorie d'ordre, (i) chaque ordre doit porter sur un montant minimum de 200 euros et être un multiple entier de 100 euros (dans le cas contraire, l'ordre sera arrondi au multiple entier de 100 euros immédiatement inférieur), (ii) les ordres pourront être servis avec réduction et (iii) un même donneur d'ordre ne pourra pas émettre d'ordre portant sur un montant équivalent à un nombre d'actions supérieur à 20% du nombre minimal d'actions disponibles dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert. L'avis de résultat de l'OPO qui sera diffusé par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux différentes catégories d'ordres.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordre A : <p>Il s'agit des ordres émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'Espace économique européen (EEE).</p> <p>Les ordres A seront eux-mêmes décomposés en fonction du montant demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> o fraction d'ordre A1 : ordre prioritaire jusqu'à concurrence d'un montant de 5 000 euros ; et o fraction d'ordre A2 : ordre non-prioritaire au-delà de 5 000 euros. <p>Les personnes physiques ne pourront passer qu'un seul ordre A qui devra être confié à un seul intermédiaire financier. Les ordres A ont vocation à être servis intégralement dans la limite du seuil A1, sauf si la demande totale au titre des ordres A1 représentait plus de 90% du nombre définitif d'Actions offertes dans le cadre de l'OPO.</p> <p>L'ordre A donnera droit à la remise par l'Etat d'une Action complémentaire pour dix Actions acquises et conservées au moins dix-huit mois à compter du règlement/livraison de l'Offre. Quel que soit le montant initial, ce nombre d'Actions est calculé dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 5 000 euros. Lorsque le titulaire d'un compte détiendra un nombre d'Actions qui ne correspond pas à un multiple de dix, les Actions complémentaires formant rompus seront vendues en bourse par chaque intermédiaire financier et les sommes provenant de cette vente seront versées proportionnellement au nombre de rompus détenus.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordre B : <p>Il s'agit des ordres non prioritaires émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE ou des personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des Etats appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des Etats appartenant à l'EEE.</p> <p>Les personnes éligibles ne pourront passer qu'un seul ordre B qui devra être confié à un seul intermédiaire financier. Les fonds communs de placement sont traités comme des personnes morales. Les ordres B sont plafonnés à 150 000 euros. Les ordres B peuvent ne pas être servis ou être servis avec réduction en fonction d'un taux unique aux ordres B, ordres non prioritaires. L'ordre B ne donne droit à la remise d'aucune Action complémentaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordre D : <p>Il s'agit des ordres réservés aux personnes physiques intermédiaires du réseau commercial de FDJ ou personnes physiques représentant une personne morale intermédiaire du réseau commercial FDJ. Les ayants-droit sont les intermédiaires du réseau commercial, titulaires d'un ou plusieurs contrats avec FDJ ou Pacifique des Jeux, en vigueur à la date du 30 septembre 2019, à savoir les détaillants agréés pour distribuer les jeux de FDJ, ainsi que les prestataires de services commerciaux agréés pour représenter FDJ sur un secteur géographique et transmettre sa politique commerciale aux détaillants. Pour passer un ordre D, ces ayants-droit bénéficieront d'un code personnel transmis par FDJ. Ce code, ainsi que sa correspondance avec l'identité de l'ayant-droit, seront vérifiés par l'intermédiaire financier auprès d'un numéro d'appel dédié mis en place par FDJ. Ces ordres D ne pourront être passés qu'en agence, au sein des réseaux bancaires dont</p>

		<p>Estimation des dépenses totales liées à l'Offre</p> <p>Les frais liés à l'Offre à la charge de la Société au titre des exercices 2018 et 2019 sont estimés à environ 34 millions d'euros, dont 10 millions d'euros correspondant à la décote et à l'abondement comptabilisés par la Société dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés.</p> <p>Dépenses facturées à l'investisseur par la Société : sans objet.</p>
4.2	Pourquoi ce prospectus est-il établi ?	<p>L'Offre s'inscrit dans le cadre du transfert au secteur privé de la majorité du capital de FDJ autorisé par la Loi Pacte, elle-même plus largement inscrite dans la redéfinition du cadre d'investissement de l'État actionnaire et dans le cadre de la réforme du secteur des jeux d'argent et de hasard, ayant notamment conduit à la mise en place d'un cadre juridique nouveau permettant à l'État de continuer à prévenir le jeu excessif, protéger les populations vulnérables (notamment les mineurs) et lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent. Le produit de l'Offre permettra d'alimenter le fonds pour l'industrie et l'innovation, dans le but d'investir dans la durée dans des technologies de rupture telles que l'intelligence artificielle ou la nanoélectronique.</p> <p>Pour la Société, la privatisation par voie d'introduction en bourse constitue une opportunité de poursuivre son développement tout en acquérant une visibilité en tant qu'entreprise, au-delà de ses jeux. Cette privatisation est également l'occasion de diversifier la structure de son actionnariat, ouvert tant à des investisseurs institutionnels qu'à des particuliers, parmi lesquels ses joueurs, les intermédiaires de son réseau de distribution et ses salariés.</p> <p>Produit de la cession des Actions Cédées revenant à l'Actionnaire Cédant</p> <ul style="list-style-type: none"> - environ 1 238,5 millions d'euros bruts, pouvant être porté à environ 1 425,8 millions d'euros bruts (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base d'un Prix du Placement Global égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales ; et - environ 1 499,7 millions d'euros bruts, pouvant être porté à environ 1 725,6 millions d'euros bruts (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base du Prix du Placement Global égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 20% du nombre total d'Actions Cédées Initiales. <p>Il est rappelé que seul l'Etat percevra le produit de cession des Actions Cédées.</p> <p>Contrats de Garantie</p> <p>L'Offre à Prix Ouvert fera l'objet d'un contrat de garantie par un groupe d'établissements financiers composé de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Natixis en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés, de BNP Paribas et Société Générale en qualité de teneurs de livre associés et Crédit Industriel et Commercial en qualité de co-chef de file associé portant sur l'intégralité des Actions Cédées Initiales dans l'OPO. Simultanément, le Placement Global fera l'objet d'un contrat de garantie par un groupe d'établissements financiers composé de BNP Paribas, Citigroup Global Markets Limited, Goldman Sachs International et Société Générale en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés, de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France et Natixis en qualité de teneurs de livre associés et Crédit Industriel et Commercial en qualité de co-chef de file associé portant sur l'intégralité des Actions Cédées Initiales dans le Placement Global. Ces deux contrats ne constituent pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.</p> <p>Principaux conflits d'intérêts liés à l'Offre ou à l'admission à la négociation</p> <p>Le Groupe a souscrit en mai 2019 un crédit syndiqué de 100 millions de livres sterling, octroyé par un syndicat de banques dont Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Société Générale. Le Groupe a également conclu le 15 octobre 2019 un avenant au contrat de prêt contracté auprès de Crédit Bred Banque Populaire (filiale de Natixis) pour acquérir l'immeuble situé à Boulogne Billancourt accueillant le siège social de FDJ.</p> <p>Engagement d'abstention de la Société</p> <p>180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf exceptions (notamment Offre Réservée aux Salariés, programme de rachat d'actions, attribution gratuite d'actions, actions détenues par Soficoma, opération de croissance externe).</p> <p>Engagement d'abstention et de conservation de l'Etat</p> <p>18 mois suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf exceptions (cession dans le cadre de l'Offre, mise en place d'une offre aux salariés, transfert au profit d'un industriel français, opération de croissance externe, transfert à une entité contrôlée, apport à une offre publique d'achat ou d'échange sur les Actions).</p> <p>Engagement d'abstention et de conservation d'autres actionnaires de la Société</p> <p>L'UBFT, la FNAM, la Confédération Nationale des buralistes de France et MASFIP se sont engagés à conserver leurs Actions (y compris celles achetées le cas échéant dans le cadre de l'Offre) au moins 18 mois suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf exceptions (offre publique d'achat ou d'échange sur les Actions ou transfert à une société contrôlée).</p>

1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS

1.1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Madame Stéphane Pallez, Présidente-Directrice Générale de la Société.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Le 6 novembre 2019

Madame Stéphane Pallez, Présidente-Directrice Générale

1.3 ATTESTATION DE L'ACTIONNAIRE CEDANT

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations concernant l'Etat, figurant au paragraphe 16.1.1 et au deuxième alinéa du paragraphe 16.2 du Document d'Enregistrement ainsi qu'aux paragraphes 2.3, 3.4, 5.1, 5.3, 6.6, 7.1, 7.2, 7.4.2 et 9.2 de la présente note d'opération sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Le 6 novembre 2019

Monsieur Martin Vial, Commissaire aux participations de l'Etat au sein de l'Agence des participations de l'Etat du ministère de l'économie et des finances

1.4 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Pascal Chaffard, Directeur Général Adjoint en charge de la Finance, de la Performance et de la Stratégie

Adresse : 3-7 quai du Point du Jour, 92100 Boulogne Billancourt, France

Téléphone : +33 1 41 10 35 42

1.5 RAPPORT D'EXPERT

Non applicable.

1.6 INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE

Non applicable.

2 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES

En complément des facteurs de risques décrits au Chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques suivants et des autres informations contenues dans la présente note d'opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF sont ceux décrits dans le Document d'Enregistrement, et ceux décrits ci-dessous. Les facteurs de risques que la Société considère, à la date du Prospectus, comme les plus importants (signalés par un astérisque) sont, dans le Document d'Enregistrement et dans la présente note d'opération, mentionnés en premier lieu au sein de chacune des catégories de risques. Cette hiérarchie des risques prend en compte les effets des mesures prises par la Société pour gérer ces risques, et notamment les engagements de conservation décrits au paragraphe 7.4.2. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du Prospectus ou qu'elle juge à cette même date non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives du Groupe ou le cours des actions de la Société.

2.1 *Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante**

Les Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) ne présagent pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« **Euronext Paris** »). Le cours qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris est susceptible de varier significativement par rapport aux Prix de l'Offre. En particulier, le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et le marché des jeux d'argent et de hasard. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations de l'activité et des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché des jeux d'argent et de hasard, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ou leurs perspectives ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable au Groupe ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ou des collaborateurs clés ; et
- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cessions, etc.).

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport direct avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées ; l'évolution de la conjoncture internationale, tel que l'accroissement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ou l'éventuelle sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit), pourrait notamment affecter sensiblement les marchés boursiers. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient ainsi affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

2.2 *Un marché liquide des actions de la Société pourrait ne pas se développer ou perdurer**

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur Euronext Paris, n'ont jamais été négociées sur un marché financier. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera.

Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être significativement affectés.

2.3 *La cession par l'un des actionnaires importants, d'un nombre significatif d'actions de la Société, le cas échéant à l'issue de leur engagement de conservation, ou la possibilité d'une telle cession, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société*

L'Etat détiendra 27,53% du capital de la Société postérieurement à la réalisation de l'Offre et 21,58% du capital de la Société en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après). L'UBFT, le FCPE et la FNAM détiendront quant à eux, respectivement, 9,23% (sous réserve d'acquisition d'actions complémentaires), 5% et 4,23% du capital de la Société.

Dans l'hypothèse où l'un de ces actionnaires déciderait de céder, directement ou indirectement, tout ou partie de sa participation sur le marché, le cas échéant à l'expiration de l'engagement de conservation qu'il a consenti au bénéfice des Garants (tels que décrits au paragraphe 7.4.2 de la présente note d'opération) ou avant son expiration en cas de levée de cet engagement par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants, ou si une telle cession était perçue comme imminente ou probable, le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté à la baisse de façon significative.

2.4 *La non-signature ou la résiliation des contrats de garantie pourrait entraîner une annulation de l'Offre*

Les contrats de garantie pourraient ne pas être signés ou, après avoir été signés, être résiliés. Les contrats de garantie pourraient ainsi être résiliés par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants (tel que ces termes sont définis ci-après), à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions et dans certaines circonstances, notamment en cas d'inexactitude des déclarations et garanties ou de non-respect de l'un des engagements de la Société ou de l'Actionnaire Cédant, dans l'hypothèse où l'une des conditions suspensives ne serait pas réalisée, ou encore en cas de survenance de certaines circonstances internationales ou nationales affectant notamment la France (notamment, interruption ou suspension des négociations ou interruption des activités bancaires, faits de guerre) (voir le paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

Si les contrats de garantie n'étaient pas signés ou venaient à être résiliés, les ordres d'achat seraient rétroactivement annulés. L'Offre à Prix Ouvert, le Placement Global, l'Offre Réservée aux Salariés, l'ensemble des ordres d'achat passés dans ce cadre seraient annulés de façon rétroactive. Si les contrats de garantie venaient à être résiliés, l'ensemble des négociations intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur devant faire son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation des contrats de garantie, les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur Euronext Paris. Cette information ferait l'objet d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

3 INFORMATIONS DE BASE

3.1 DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET CONSOLIDE

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant au regard de ses obligations actuelles au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'approbation du Prospectus par l'AMF.

3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2019

Le tableau ci-dessous présente la situation des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé au 30 septembre 2019, établie conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2013 (ESMA/2013/319, paragraphe 127).

(en millions d'euros)	30 septembre 2019
1. Capitaux Propres et endettement	
Dette Courante	
Cautionnée	-
Garantie	-
Non garantie et non cautionnée (incluant dettes de location)	339,1
Total	339,1
Dette non-courante (hors partie courante des dettes long terme)	
Cautionnée	-
Garantie	-
Non garantie et non cautionnée (incluant dettes de location)	233,9
Total	233,9
Capitaux propres part du Groupe	
Capital et prime d'émission	76,4
Réserve légale	7,6
Autres réserves ⁽¹⁾	355,1
Total	439,2
2. Endettement financier net	
A – Trésorerie	119,4
B – Équivalents de trésorerie	79,0
C – Titres de placement	91,8
D – Trésorerie et équivalents de trésorerie (A+B+C)	290,3
E – Créances financières à court terme (actifs financiers courants)	227,4
E' – Créances financières long terme (actifs financiers non courants)	710,7
F – Dettes bancaires à court terme (découverts bancaires)	6,3
G – Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	8,4
H – Autres dettes financières à court terme (incluant dettes de location)	324,5
I – Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	339,1
J – Endettement financier net à court terme (I- E-D)	-178,6
K – Emprunts bancaires à plus d'un an	204,3
L – Obligations émises	-
M – Autres dettes financières à plus d'un an (incluant dettes de location)	29,6
N – Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M-E')	-476,8
O – Endettement financier net (J+N)*	-655,4

⁽¹⁾ Hors résultat net part du Groupe au 30 septembre 2019.

* Les engagements hors bilan présentés à la note 11.2 des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2019 n'ont pas évolué de manière significative à la date de la présente note d'opération. Il n'existe pas d'autres dettes indirectes ou conditionnelles en dehors de ces engagements donnés.

L'indicateur représentatif du niveau de trésorerie nette générée par le Groupe est l'excédent net de trésorerie. Il s'élève à 155,3 millions d'euros au 30 septembre 2019 et correspond à l'endettement financier net avec un signe négatif, le Groupe disposant d'une trésorerie excédentaire, diminué de la dette envers l'Etat au titre des droits exclusifs (380 millions d'euros), des sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions (91,8 millions d'euros), des dépôts versés (23,6 millions d'euros) et de la trésorerie soumise à restrictions (4,7 millions d'euros) (voir les définitions figurant au paragraphe 8.1.2 « Excédent net de trésorerie du Groupe » du Document d'Enregistrement).

3.3 INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

Les Garants (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération) et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés, à l'Actionnaire Cédant, leurs affiliés ou actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

En particulier, le Groupe a souscrit en mai 2019 un crédit syndiqué de 100 millions de livres sterling, octroyé par un syndicat de banques dont Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Société Générale. Le Groupe a également conclu, le 15 octobre 2019, un avenant au contrat de prêt contracté auprès de Crédit Bred Banque Populaire (filiale de Natixis) pour acquérir l'immeuble situé à Boulogne Billancourt accueillant le siège social de FDJ afin notamment de modifier la définition de la clause de changement de contrôle, en anticipation du transfert au secteur privé de la majorité du capital de FDJ. Enfin, des Garants pourraient intervenir dans le cadre du financement de la contrepartie financière (voir paragraphe 11.1 « Financement de la contrepartie financière à la sécurisation des droits exclusifs »).

Société Générale intervient en qualité de banque structureuse de la Formule Multiple et contrepartie des contrats et instruments financiers conclus par le compartiment FDJ Multiple 2019.

3.4 RAISONS DE L'OFFRE

L'Offre s'inscrit dans le cadre du transfert au secteur privé de la majorité du capital de La Française des Jeux autorisé par la Loi Pacte, elle-même plus largement inscrite dans la redéfinition du cadre d'investissement de l'Etat actionnaire et dans le cadre de la réforme du secteur des jeux d'argent et de hasard, ayant notamment conduit à la mise en place d'un cadre juridique nouveau permettant à l'Etat de continuer à prévenir le jeu excessif, protéger les populations vulnérables (notamment les mineurs) et lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent. Le produit de l'Offre permettra d'alimenter le fonds pour l'industrie et l'innovation, dans le but d'investir dans la durée dans des technologies de rupture telles que l'intelligence artificielle ou la nanoélectronique.

Pour la Société, la privatisation par voie d'introduction en bourse constitue une opportunité de poursuivre son développement tout en acquérant une visibilité en tant qu'entreprise, au-delà de ses jeux. Cette privatisation est également l'occasion de diversifier la structure de son actionnariat, ouvert tant à des investisseurs institutionnels qu'à des particuliers, parmi lesquels ses joueurs, les intermédiaires de son réseau de distribution et ses salariés.

Il est rappelé que seul l'Etat percevra le produit de cession des Actions Cédées.

4 INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS

4.1 NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

Nature et nombre des titres offerts et dont l'admission aux négociations est demandée

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext Paris est demandée sont l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société, toutes de même valeur nominale, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (les « **Actions** »).

L'Etat (l'« **Actionnaire Cédant** ») souhaite céder un nombre total maximum de 99 320 000 Actions, représentant un maximum de 52% du capital social de la Société, dans le cadre de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) et de l'Offre Réservée aux Salariés (tel que ce terme est défini ci-après), en tenant compte par ailleurs de la remise éventuelle d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (tel que ce terme est défini ci-après) dans les conditions prévues au paragraphe 5.1.3.1 « Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert » de la présente note d'opération.

Dans ce cadre, l'Offre portera sur un nombre de 75 666 859 Actions cédées par l'Actionnaire Cédant, (les « **Actions Cédées Initiales** »), auxquelles pourrait s'ajouter un nombre de 11 350 028 Actions supplémentaires cédées par l'Actionnaire Cédant en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après) (les « **Actions Cédées Supplémentaires** ») (les Actions Cédées Initiales et les Actions Cédées Supplémentaires sont désignées ensemble les « **Actions Cédées** »), pouvant être augmenté des Actions non souscrites dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés (tel que ce terme est défini ci-après) et en tenant compte du nombre d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (tel que ce terme est défini ci-après) dans les conditions prévues au paragraphe 5.1.3.1 « Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert » de la présente note d'opération (et dont le montant s'élèverait à 3 026 675 actions sur la base d'une Offre à Prix Ouvert représentant 40% de l'Offre, composée exclusivement d'ordres A1 et D1).

Par ailleurs, il est prévu, concomitamment à l'Offre et conformément aux dispositions de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 6 novembre 2019, que l'Actionnaire Cédant cédera à la Société un maximum de 9 276 438 Actions qui seront proposées, à des conditions préférentielles, aux salariés et ayants-droit assimilés de la Société et des sociétés du Groupe, dont la Société détient directement ou indirectement la majorité du capital social, adhérentes d'un plan d'épargne groupe ou d'un plan d'épargne groupe international selon le cas (les « **Actions Réservées aux Salariés** ») conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail (l'« **Offre Réservée aux Salariés** ») (voir paragraphe 6.3 de la présente note d'opération).

Date de jouissance

Les Actions Cédées porteront jouissance courante.

Libellé pour les actions

FDJ

Code ISIN

FR0013451333

Mnémonique

FDJ

Compartiment

Compartiment A

Classification ICB

5752 Gambling

Première cotation et négociation des actions

La première cotation des Actions sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 20 novembre 2019 et les négociations devraient débuter le 21 novembre 2019 sur la base du Prix de l'Offre à Prix Ouvert, selon le calendrier indicatif.

À compter du 21 novembre 2019 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 22 novembre 2019, selon le calendrier indicatif, les Actions seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « FDJ Promesses ».

À compter du 25 novembre 2019, l'ensemble des Actions sera négocié sur une ligne de cotation intitulée « FDJ ».

4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les Actions sont soumises à la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du code de procédure civile.

4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les Actions peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de CACEIS Corporate Trust, 14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09, mandaté par la Société, pour les Actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de CACEIS Corporate Trust, 14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09, mandaté par la Société, pour les Actions conservées sous la forme nominative administrée ; ou
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les Actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les Actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des Actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les Actions feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des Actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V., et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

4.4 DEVISE

L'Offre est réalisée en euros.

4.5 DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les Actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société tels qu'adoptés par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de la Société du 4 novembre 2019 sous la condition suspensive de l'admission des Actions Cédées aux négociations sur Euronext Paris.

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de son introduction en bourse, les principaux droits attachés aux Actions sont décrits ci-après :

Droit à dividendes – Droit de participation aux bénéfices de la Société

Réserve statutaire

Aux termes des statuts de la Société, une réserve statutaire est constituée afin de couvrir les risques auxquels la société se trouve potentiellement exposée du fait de son activité dans le domaine de l'organisation et de l'exploitation des jeux d'argent :

- risques opérationnels, évalués à 0,3% du total des mises enregistrées au cours de l'exercice écoulé (dénommé ci-après l'Exercice) ;
- risques de contrepartie rares et extrêmes, évalués à 40 millions d'euros.

Dans le cas de l'utilisation de la réserve statutaire pour risques de contrepartie rares et extrêmes, le montant de ces derniers s'entend comme le solde annuel net des écarts de contrepartie non couverts au-delà du plafond de l'assurance correspondante. Dans le cas d'une absence d'assurance, cette réserve ne pourra être utilisée que si le montant annuel net cumulé des écarts de contrepartie est supérieur à 10 millions d'euros.

La réserve est constituée et utilisée dans les conditions indiquées ci-dessous. Elle peut également être affectée à l'apurement des pertes ou à une variation du capital social, par une décision des actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire.

Affectation des résultats

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'Exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le résultat net (bénéfice ou perte) de l'Exercice.

Ce résultat net est tout d'abord diminué des éventuelles pertes antérieures ou augmenté de l'éventuel report bénéficiaire. Il est ensuite prélevé sur le bénéfice restant, les sommes nécessaires pour doter la réserve légale. Dans le cas où l'un des risques couverts par la réserve statutaire est survenu au cours de l'Exercice, l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'Exercice pourra décider de prélever sur la réserve statutaire une somme correspondant au maximum à l'impact de l'incident sur le résultat net, afin de l'ajouter au « Solde restant à affecter » tel qu'il est défini ci-dessous.

Est appelé « Solde restant à affecter », le montant issu de l'application des paragraphes précédents, c'est-à-dire le résultat de l'Exercice, le cas échéant diminué des pertes antérieures, augmenté du report bénéficiaire, diminué de la dotation à la réserve légale et augmenté du prélèvement sur la réserve statutaire au titre des risques survenus au cours de l'Exercice décidé par l'assemblée générale ordinaire.

Le solde de la réserve statutaire inscrit au bilan après application de la réduction visée ci-dessus est ensuite comparé au montant des risques à couvrir et estimés à la date de clôture :

- si le solde de la réserve inscrit au bilan est inférieur au montant des risques, l'écart est prélevé sur le « Solde restant à affecter », si ce dernier est positif et dans la limite de 20% de son montant ;
- si, au contraire, le solde de la réserve est supérieur aux risques, l'assemblée générale ordinaire peut décider de prélever l'excédent sur la réserve et de l'ajouter au « Solde restant à affecter ».

L'objectif du plafond de 20% est d'ajuster les affectations à la réserve aux possibilités offertes par le résultat de l'Exercice. Si, en raison d'une situation particulière, l'application directe de ce plafond conduit à une situation non conforme à cet objectif, le plafond ne s'appliquera pas. Ainsi, notamment, le plafond ne s'appliquera pas si le résultat de l'Exercice inclut des produits liés à des opérations entraînant un accroissement des risques à couvrir par la réserve, ou si un lien de nature juridique ou économique peut être établi entre un produit et une opération ayant entraîné un prélèvement sur la réserve statutaire.

Il est ensuite prélevé sur le « Solde restant à affecter » éventuellement modifié par application du sous-article précédent, toute somme que l'assemblée générale décide de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tout fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

Le « Solde restant à affecter » éventuellement modifié par application des deux sous-articles précédents est ensuite réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital, sur décision de l'assemblée générale ou du conseil d'administration en cas de distribution d'un acompte sur dividende.

La politique de distribution de dividendes de la Société est décrite au paragraphe 18.6.2 du Document d'Enregistrement.

Conformément à la loi, les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'Etat à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement.

Droit préférentiel de souscription

Les Actions comportent, sauf renonciation de la part des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs Actions, un droit de préférence à la souscription des Actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'Actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'Action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 du Code de commerce).

Droit de vote

Le droit de vote attaché aux Actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque Action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres Actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elle représente, est attribué à toutes les Actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative au nom du même actionnaire depuis deux ans au moins.

Sauf convention contraire notifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, lorsque les Actions font l'objet d'un usufruit, le droit de vote attaché à ces Actions appartient aux usufruitiers dans les assemblées générales ordinaires et aux nus-propriétaires dans les assemblées générales extraordinaires.

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque Action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

Clauses de rachat ou de conversion

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

Identification des détenteurs de titres

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

Franchissement de seuils

Seuils statutaires

Aux termes de l'article 11 des statuts de la Société, outre les déclarations de franchissement de seuils légaux, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, ou cesse de détenir, directement ou indirectement, une fraction du capital ou des droits de vote de la société :

- égale ou supérieure à 1% du capital social ou des droits de vote de la société, ou tout multiple de ce pourcentage jusqu'à 5% du capital ou des droits de vote et

- égale ou supérieure à 0,5% du capital social ou des droits de vote de la société, ou tout multiple de ce pourcentage au-delà de 5% du capital ou des droits de vote, y compris au-delà des seuils de déclaration prévus par les dispositions légales et réglementaires,

doit informer la société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital et aux droits de vote qui y sont potentiellement attachés au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social au plus tard à la clôture du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement de seuil.

Pour la détermination des seuils visés ci-dessus, il est tenu compte des actions ou droits de vote détenus indirectement et des actions ou des droits de vote assimilés aux actions ou aux droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de commerce.

En cas d'inobservation de ces stipulations, sur demande consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la société, l'actionnaire qui n'aurait pas procédé à la déclaration susvisée dans le délai prescrit sera privé du droit de vote dans toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date d'une déclaration de régularisation.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires les informations qui lui auront été notifiées, ainsi que, le cas échéant, le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

Ordonnance n°2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard (l'« **Ordonnance** »)

L'Ordonnance prévoit, à compter du jour du transfert au secteur privé de la majorité du capital de FDJ, la mise en place d'un contrôle étroit des activités de jeu sous droits exclusifs de FDJ (voir paragraphe 9.1.2 du Document d'Enregistrement) d'une part et de l'entreprise par l'Etat d'autre part, à travers notamment la mesure suivante :

La possession, directe ou indirecte, d'actions représentant plus du dixième ou d'un multiple du dixième du capital ou des droits de vote de FDJ par une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, devra faire l'objet d'une autorisation préalable par les ministres chargés de l'économie et du budget. Cette autorisation devra être renouvelée si son bénéficiaire vient à agir de concert, subir un changement de contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce ou si l'identité d'un des membres du concert vient à changer. Elle sera également renouvelée préalablement à tout nouveau franchissement des seuils mentionnés ci-dessus.

Le franchissement des seuils mentionnés est réputé approuvé si les ministres chargés de l'économie et du budget ne s'y sont pas opposés dans le délai d'un mois à compter soit de la déclaration du projet de franchissement de seuil, constatée par un récépissé délivré par l'administration, soit dans le délai d'un mois suivant la déclaration du franchissement effectif desdits seuils, lorsque ce franchissement résulte d'une réduction du nombre total d'actions émises par la société, d'une variation du nombre total de droits de vote, ou de l'acquisition de droits de vote double. Ce délai peut être prorogé pour une durée de quinze jours, par arrêté des ministres chargés de l'économie et du budget.

L'autorisation ne peut être refusée que pour un motif tiré de la sauvegarde de l'ordre public, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, des nécessités de la sécurité publique et de la lutte contre le jeu excessif ou pathologique. Le refus peut également être motivé par la circonstance que le demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, un de ses dirigeants ou de ses mandataires sociaux a fait l'objet d'une condamnation définitive mentionnée à l'article 21 de l'Ordonnance. L'autorisation peut être retirée pour les mêmes motifs.

En cas de retrait d'une autorisation, le bénéficiaire ne peut exercer les droits de vote correspondant aux participations qu'il détient.

Lorsque les seuils visés sont franchis sans autorisation préalable, les détenteurs des participations acquises irrégulièrement ne peuvent exercer les droits de vote correspondants tant que la prise de participation n'a pas fait l'objet d'un agrément par les ministres chargés de l'économie et du budget.

4.6 AUTORISATIONS

Conformément à l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et du décret n°2019-1105 du 30 octobre 2019 décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des Jeux, le ministre de l'économie et des finances a, par arrêté en date du 6 novembre 2019, fixé les modalités du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la Française des Jeux.

Par ailleurs, le Conseil d'administration de la Société réuni le 16 octobre 2019 a décidé du principe de l'admission aux négociations de ses Actions sur Euronext Paris et les conditions de l'Offre Réservée aux Salariés.

4.7 DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Cédées est le 22 novembre 2019 selon le calendrier indicatif.

4.8 RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

A compter de l'admission des Actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris, aucune clause statutaire ne limitera la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Il est toutefois rappelé qu'aux termes de l'Ordonnance 2019, la possession, directe ou indirecte, d'actions représentant plus du dixième ou d'un multiple du dixième du capital ou des droits de vote de FDJ par une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, doit faire l'objet d'une autorisation préalable par les ministres chargés de l'économie et du budget (voir paragraphe 4.5 de la présente note d'opération pour une description des franchissements de seuils).

Une description des engagements pris par la Société, l'Actionnaire Cédant et d'autres actionnaires dans le cadre de la présente opération figure au paragraphe 7.4 de la présente note d'opération.

4.9 REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES

A compter de l'admission de ses Actions aux négociations sur Euronext Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques, et notamment aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et aux retraits obligatoires.

4.9.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait) et 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.10 OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Les Actions n'étant pas admises aux négociations sur un marché réglementé à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11 RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES

Les informations contenues dans la présente note d'opération ne constituent qu'un résumé de certaines conséquences fiscales, notamment en matière de retenue et prélèvements à la source sur les revenus d'Actions, susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société, en l'état actuel de la législation fiscale française et de la réglementation en vigueur, et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales.

Les règles dont il est fait mention ci-après sont celles en vigueur à la date de la présente note d'opération et sont donc susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. Les informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires de la Société. Ceux-ci sont invités à s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les développements qui suivent n'ont pas vocation à décrire les conséquences liées à la souscription, l'acquisition, la détention et la cession d'actions. Les personnes concernées sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, notamment à raison de la souscription, de l'acquisition, de la détention et de la cession des Actions.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence et, le cas échéant, aux dispositions de la convention fiscale internationale signée entre la France et leur Etat de résidence.

Il est précisé en tant que de besoin que les retenues et prélèvements à la source décrits dans les développements qui suivent ne seront en aucun cas pris en charge par la Société.

4.11.1 Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

En l'état actuel de la législation française et sous réserve des dispositions des conventions fiscales éventuellement applicables, les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions, susceptibles de s'appliquer aux actionnaires (i) qui ne sont pas domiciliés en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France et (ii) dont la propriété des actions n'est pas rattachable à une base fixe ou à un établissement stable soumis à l'impôt en France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les dividendes distribués par la Société feront, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire effectif est situé hors de France.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à :

- (i) 12,8% lorsque le bénéficiaire est une personne physique ;
- (ii) 15% lorsque le bénéficiaire est un organisme sans but lucratif qui a son siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait imposé dans les conditions du régime spécial prévu au 5. de l'article 206 du CGI s'il avait son siège en France et tel qu'interprété par les paragraphes 580 et suivants du Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325 et la jurisprudence applicable ; et
- (iii) 30% dans les autres cas étant noté toutefois que ce taux de retenue à la source devrait être aligné sur celui du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La trajectoire de baisse du taux de l'impôt sur les sociétés a fait l'objet de modifications récentes et pourrait encore être amenée à évoluer.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire et sous réserve des dispositions des conventions fiscales internationales, s'ils sont payés hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« *ETNC* ») autres que ceux mentionnées au 2° du 2 bis de l'article 238-0 A du même Code, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%, à moins que le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces dividendes n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel ETNC, conformément aux articles 119 *bis* et 187 du CGI. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et peut être mise à jour à tout moment et en principe au moins une fois par an. Les dispositions de l'article 238-0 A s'appliquent aux Etats ou territoires ajoutés à cette liste à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, notamment :

- (i) en vertu de l'article 119 *ter* du CGI, applicable sous certaines conditions pour les actionnaires personnes morales bénéficiaires effectifs de dividendes :
 - a. ayant leur siège de direction effective dans un Etat de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscales, et n'étant pas considérés, aux termes d'une convention en matière de double imposition conclue avec un Etat tiers, comme ayant sa résidence fiscale hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ;
 - b. revêtant l'une des formes énumérées à la partie A de l'annexe I à la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents ou une forme équivalente lorsque la société a son siège de direction effective dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
 - c. détenant directement, de façon ininterrompue depuis deux ans ou plus et en pleine propriété ou en nue-propriété, au moins 10% du capital de la société française distributrice pendant deux ans, et remplissant toutes les autres conditions de l'article 119 *ter* du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20190703), étant toutefois précisé que ce taux de détention est ramené à 5% du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation répondant aux conditions prévues par l'article 145 du CGI et se trouve privée de toute possibilité d'imputer la retenue à la source dans son Etat de résidence (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20160607) ; et
 - d. étant passibles, dans l'Etat membre de l'Union européenne ou dans l'Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen où se situe leur siège de direction effective, de l'impôt sur les sociétés de cet Etat, sans possibilité d'option et sans en être exonérés,

étant précisé que l'article 119 *ter* du CGI ne s'applique pas aux dividendes distribués dans le cadre d'un montage ou d'une série de montages qui, ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de l'article 119 *ter* du CGI, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents ; ou
- (ii) en vertu de l'article 119 *quinquies* du CGI, dont les dispositions sont commentées par la doctrine administrative publiée au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80-20160406, applicable aux actionnaires personnes morales situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales faisant l'objet d'une procédure comparable à celle mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce (ou à défaut de l'existence d'une telle procédure, se trouvant dans un état de cessation des paiements et dans une situation où son redressement est manifestement impossible) et remplissant les autres conditions énoncées à l'article 119 *quinquies* du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative susvisée; ou

- (iii) en vertu des conventions fiscales internationales conclues par la France avec l'Etat de résidence du bénéficiaire; ou
- (iv) en vertu de l'article 119 *bis*, 2. du CGI, sous certaines conditions et dont les dispositions sont commentées par la doctrine administrative publiée au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20170607, s'agissant des distributions en faveur des organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux ETNC et/ou de pouvoir revendiquer le droit de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source, ainsi que pour en définir les modalités pratiques d'application, telles que notamment prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source s'agissant des conventions fiscales internationales.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence et, le cas échéant, aux dispositions de la convention fiscale internationale signée entre la France et leur Etat de résidence, au titre des dividendes distribués par la Société.

La loi n° 2018-1317 de finances pour 2019 publiée au Journal Officiel le 30 décembre 2018 a introduit une mesure anti-abus codifiée à l'article 119 *bis* A du CGI, avec effet au 1^{er} juillet 2019, prévoyant l'application par l'agent payeur d'une retenue à la source allant jusqu'à 30% en cas d'opérations de cessions temporaires de titres ou d'opérations similaires autour du paiement des dividendes permettant aux actionnaires non-résidents de sociétés françaises d'échapper à la retenue à la source normalement applicable. Dans ce cas, la retenue à la source s'appliquerait sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir de la procédure dite « simplifiée » en vue de bénéficier des dispositions plus favorables de la convention fiscale éventuellement applicable. Le texte prévoit toutefois sous certaines conditions une mesure de sauvegarde permettant d'obtenir le remboursement de tout ou partie de la retenue à la source ainsi prélevée s'il apporte la preuve que ce versement correspond à une opération qui a principalement un objet et un effet autres que d'éviter l'application d'une retenue à la source ou d'obtenir l'octroi d'un avantage fiscal.

Les actionnaires qui pourraient être concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les conséquences de cette mesure sur leur situation particulière.

4.11.2 Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

Il est précisé que les Actions peuvent être détenues dans le cadre d'un plan d'épargne en actions classique (PEA).

4.11.2.1 Actionnaires personnes physiques agissant dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (PEA) ou du FCPE FDJ Actionnariat et ne réalisant pas d'opération de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

En application de l'article 117 *quater* du CGI, les dividendes versés à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (PEA) et ne réalisant pas d'opérations de bourse à titre habituel sont soumis, sous réserve de certaines exceptions, à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire au taux de 12,8% calculé sur le montant brut des revenus distribués. Le prélèvement n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Ce prélèvement non libératoire constitue, en cas d'option globale pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers et des plus-values, au barème progressif de l'impôt sur le revenu, un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, tout excédent éventuel étant restitué. L'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu s'applique sur une base annuelle à l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers et des plus-values soumis à l'imposition forfaitaire de 12,8% et réalisés au titre d'une même année. En l'absence d'une telle option, le taux de ce prélèvement non libératoire de 12,8% correspondra donc au taux de l'imposition forfaitaire au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est situé en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, (i) soit par le contribuable lui-même, (ii) soit par la personne qui assure le paiement des revenus, lorsqu'elle est établie dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qu'elle a été mandatée à cet effet par le contribuable.

Toutefois, dans les cas où l'établissement payeur des dividendes est établi en France, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV. de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50 000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 *quater* du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés.

Toutefois, les contribuables qui procéderont après la date limite de dépôt de la demande de dispense susvisée, à l'acquisition d'Actions, pourront, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense du prélèvement auprès de l'établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions en application du paragraphe 320 de la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20160711. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV. de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux montants mentionnés au paragraphe ci-avant sont assujetties au prélèvement non libératoire de 12,8%.

En cas de paiement de dividendes hors de France dans un ETNC, voir en outre le paragraphe 4.11.1 « Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France » de la présente note d'opération sur la retenue à la source de 75%. Nonobstant ce qui précède, le prélèvement de 75% ne s'applique pas si le débiteur apporte la preuve que les distributions dans un tel Etat ou territoire n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un ETNC. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imputation de cette retenue à la source sur leur montant d'impôt sur le revenu.

Le montant brut des dividendes reçus par ces personnes physiques donne également lieu à des prélèvements sociaux (CSG, CRDS et prélèvement de solidarité) pour un taux global de 17,2% répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« **CSG** ») au taux de 9,2% ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** »), au taux de 0,5% ;
- le prélèvement de solidarité au taux de 7,5%.

En application des dispositions de l'article L. 136-6 III du Code de la sécurité sociale, ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement non libératoire de 12,8% décrit ci-dessus quand celui-ci est applicable. Ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable sauf en cas d'option globale pour l'assujettissement de ces dividendes à l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu, auquel cas la CSG est partiellement déductible du revenu imposable de l'année de son paiement à hauteur de 6,8%, le solde des prélèvements sociaux n'étant pas déductible du revenu imposable.

Les actionnaires de la Société concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'application éventuelle des exceptions au prélèvement non libératoire de 12,8%, le cas échéant les modalités déclaratives et de paiement du prélèvement non libératoire de 12,8% et des prélèvements sociaux qui leur seront applicables, ainsi que les modalités d'imputation de ce prélèvement non libératoire sur le montant de leur impôt sur le revenu.

Plus généralement, les actionnaires de la Société concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer le régime fiscal applicable à leur situation particulière (y compris notamment le régime applicable aux dividendes au titre de l'impôt sur le revenu, l'opportunité pour le contribuable d'opter ou non pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu et le régime fiscal applicable dans le cas où le contribuable déciderait de se soustraire à l'application de l'imposition forfaitaire au taux de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu), ou le régime afférent aux titres placés en PEA, ou encore le régime spécifique des contribuables soumis à la Contribution Exceptionnelle sur les Hauts Revenus.

Les actionnaires sont également invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités de paiement des prélèvements sociaux lorsque le prélèvement non libératoire de 12,8% ne s'applique pas.

4.11.2.2 Actionnaires personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (dans les conditions de droit commun)

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC autres que ceux mentionnées au 2° du 2 *bis* de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75% dans les conditions décrites au paragraphe 4.11.1. à moins que le débiteur apporte la preuve que ces distributions de dividendes n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel ETNC. La liste des ETNC peut être mise à jour à tout moment et en principe au moins une fois par an.

Les actionnaires de la Société concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer le régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier.

4.11.3 Autres actionnaires

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les contribuables détenant leur actions dans le cadre d'un PEA ou du FCPE FDJ Actionnariat, les personnes physiques dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer le régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier.

4.12 TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES FRANÇAISE (« TTF FRANÇAISE ») ET DROITS D'ENREGISTREMENT

Les acquisitions d'Actions pourraient entrer dans le champ d'application de la TTF Française prévue à l'article 235 *ter* ZD du CGI qui s'applique, sous certaines conditions, à l'acquisition à titre onéreux de titres de capital ou assimilés admis aux négociations sur un marché réglementé français, européen ou étranger, lorsque ces titres sont émis par une société dont le siège social est situé en France et dont la capitalisation boursière excède un milliard d'euros au 1^{er} décembre de l'année précédant celle de l'imposition. Une liste des sociétés entrant dans le champ de la TTF Française est publiée chaque année. Dans la mesure où, sur la base de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert, la capitalisation boursière de la Société excédera un milliard d'euros au 1^{er} décembre 2019, la Société fera partie de cette liste à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, la TTF Française sera due au taux de 0,3% du prix d'acquisition des Actions par leurs acquéreurs sur le marché secondaire pour les acquisitions intervenant à compter du 1^{er} janvier 2020 (sous réserve de certaines exceptions).

Par ailleurs, si elle est constatée par un acte (quel que soit le lieu de signature de l'acte), et si elle n'est pas soumise à la TTF Française, la cession des Actions est soumise aux droits d'enregistrement de 0,1% visés à l'article 726 du CGI, sous réserve de l'application d'une exonération.

La TTF Française et les droits d'enregistrement éventuellement dus pourraient augmenter les coûts transactionnels liés aux achats et ventes d'Actions et pourraient réduire la liquidité du marché pour les Actions. Il est conseillé aux détenteurs potentiels des Actions de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour s'informer des conséquences potentielles de la TTF Française et des droits d'enregistrement.

5 CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1 CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES D'ACHAT

5.1.1 Conditions de l'Offre

L'Actionnaire Cédant souhaite céder un nombre total maximum de 99 320 000 Actions, représentant un maximum de 52% du capital social de la Société, dans le cadre de l'Offre (telle que définie ci-dessous) et de l'Offre Réservée aux Salariés, en tenant compte par ailleurs de la remise éventuelle d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (tel que ce terme est défini ci-après) dans les conditions prévues au paragraphe 5.1.3.1 « Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert » de la présente note d'opération.

Dans ce cadre, l'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché d'un nombre total maximum de 87 016 887 Actions, correspondant à 75 666 859 Actions Cédées Initiales et 11 350 028 Actions Cédées Supplémentaires, pouvant être augmenté des Actions non souscrites dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés et en tenant compte du nombre d'Actions complémentaires acquises dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert (tel que ce terme est défini ci-après) dans les conditions prévues au paragraphe 5.1.3.1 « Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert » de la présente note d'opération (et dont le nombre s'élèverait à 3 026 675 actions sur la base d'une Offre à Prix Ouvert représentant 40% de l'Offre, composée exclusivement d'ordre A1 et D1).

Préalablement à la première cotation des Actions, il est prévu que la diffusion des Actions Cédées soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ; et
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
 - un placement en France ;
 - un placement international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** »), et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

Par ailleurs, concomitamment à l'Offre, il est prévu de procéder à l'Offre Réservée aux Salariés, dont les modalités sont décrites au paragraphe 6.3. de la présente note d'opération.

La diffusion des Actions Cédées dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. Il est envisagé d'allouer à l'Offre à Prix Ouvert entre 20% et 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre (avant exercice de l'Option de Surallocation). En tout état de cause, conformément aux dispositions réglementaires, il sera alloué dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert un minimum de 10% du nombre d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation).

En outre, le nombre total d'Actions allouées à l'Offre à Prix Ouvert et au Placement Global sera déterminé en tenant compte de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global ainsi que de l'Offre Réservée aux Salariés, dans le respect des principes édictés par l'article 315-6 du règlement général de l'AMF et en tenant compte par ailleurs du nombre d'Actions complémentaires devant être conservées en vue de leur remise à l'issue d'une période de 18 mois dans les conditions prévues au paragraphe 5.1.3.1 « Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert » de la présente note d'opération.

Calendrier indicatif

6 novembre 2019	Arrêté du ministre de l'économie et des finances fixant les modalités de la privatisation de La Française des Jeux. Approbation du Prospectus par l'AMF.
7 novembre 2019	Communication du ministre de l'économie et des finances relative aux modalités et au calendrier de la privatisation de la Société. Communiqué de la Société annonçant l'opération. Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'OPO. Ouverture de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés.
19 novembre 2019	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les ordres aux guichets à 17 heures ou 19 heures (heure de Paris), selon les intermédiaires financiers, pour les ordres par téléphone et à 20 heures (heure de Paris) pour les ordres par Internet et de l'Offre Réservée aux Salariés.
20 novembre 2019	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris) Avis de la Commission des participations et des transferts (au plus tard) Arrêté du ministre de l'économie et des finances fixant le Prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Prix du Placement Global ainsi que la taille de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés. Signature des Contrats de Garantie. Diffusion des communiqués de presse indiquant le Prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Prix du Placement Global. Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre. Première cotation des Actions sur Euronext Paris. Début de la période de stabilisation éventuelle.
21 novembre 2019 (à 9h30)	Début des négociations des Actions sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « FDJ Promesses » jusqu'à la date de règlement livraison de l'OPO et du Placement Global).
22 novembre 2019	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global.
25 novembre 2019	Début des négociations des Actions sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « FDJ ».
19 décembre 2019	Règlement-livraison des Actions réservées aux salariés.
20 décembre 2019	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation. Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.2 Montant de l'Offre

Le montant du produit brut de la cession des Actions Cédées est d'environ 1 238,5 millions d'euros pouvant être porté à environ 1 425,8 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base d'un Prix du Placement Global égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales, et à environ 1 499,7 millions d'euros, pouvant être porté à environ 1 725,6 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base d'un Prix du Placement Global égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix

de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 20% du nombre total d'Actions Cédées Initiales.

La Société ne recevra aucun produit de la cession par l'Actionnaire Cédant des Actions Cédées.

L'Offre Réservée aux Salariés proposée concomitamment à l'Offre porte sur un nombre maximum de 9 276 438 Actions. Dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés, la Société cèdera au FCPE groupe dépositaire des bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés les Actions acquises auprès de l'Etat.

5.1.3 Procédure et période de l'Offre

5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 7 novembre 2019 et prendra fin le 19 novembre 2019 à 17 heures (heure de Paris) pour les ordres aux guichets, à 17 heures ou 19 heures (heure de Paris), selon les intermédiaires financiers, pour les ordres par téléphone et à 20 heures (heure de Paris) pour les ordres par Internet si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Nombre d'Actions cédées dans le cadre de l'OPO

Il est envisagé d'allouer à l'Offre à Prix Ouvert entre 20% et 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre (avant exercice de l'Option de Surallocation). En tout état de cause, conformément aux dispositions réglementaires, il sera alloué dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert un minimum de 10% du nombre d'Actions Cédées Initiales dans le cadre de l'Offre (hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation).

Le nombre d'Actions Cédées dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres d'achat

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats partie à l'accord et au protocole de l'Espace Economique Européen (Etats membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **Etats appartenant à l'EEE** »), et, dans certaines conditions précisées ci-dessous, les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des Etats appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération. Les personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération ainsi que sur toute autre restriction éventuelle applicable à leur situation personnelle.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement et les associations et clubs d'investissement ne disposant pas en France de comptes permettant l'achat d'Actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre d'achat devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;

- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

Un même donneur d'ordre ne pourra pas émettre d'ordre portant sur un montant équivalent à un nombre d'actions supérieur à 20% du nombre minimal d'actions disponibles dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert.

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 19 novembre 2019 à 17 heures (heure de Paris) pour les ordres aux guichets, à 17 heures ou 19 heures (heure de Paris,) selon les intermédiaires financiers, pour les ordres par téléphone et à 20 heures (heure de Paris) pour les ordres par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.

Au sein de l'OPO, les ordres D ne pourront être passés qu'au sein des réseaux bancaires dont la liste sera communiquée par FDJ aux intermédiaires du réseau commercial de FDJ éligibles. Pour passer un ordre D, les intermédiaires du réseau commercial de FDJ éligibles devront présenter, au guichet de leur intermédiaire financier le code personnel qui leur aura été adressé par FDJ. Ce code, ainsi que sa correspondance avec l'identité de l'ayant-droit, seront vérifiés par l'intermédiaire financier dudit ayant-droit auprès d'un numéro dédié mis en place par FDJ.

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des Règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, trois catégories d'ordres sont susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO :

Ordre A

Il s'agit des ordres émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'Espace économique européen (EEE). Est considérée comme résidente la personne de nationalité étrangère dont le domicile principal se trouve en France au moment de l'ouverture de l'OPO.

Les ordres A seront eux-mêmes décomposés en fonction du montant demandé :

- fraction d'ordre A1 : ordre prioritaire jusqu'à concurrence d'un montant de 5 000 euros ; et
- fraction d'ordre A2 : ordre non-prioritaire au-delà de 5 000 euros.

Les personnes physiques ne pourront passer qu'un seul ordre A. Cet ordre A ne pourra pas être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier.

L'ordre A donnera droit, selon les modalités fixées par le ministre de l'économie et des finances, à la remise par l'Etat d'une Action complémentaire pour dix Actions acquises et conservées au moins dix-huit mois à compter du règlement/livraison de l'Offre. Quel que soit le montant initial, ce nombre d'Actions est calculé dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 5 000 euros. Les Actions initiales acquises concernées auront le code ISIN FR0013457272. Lorsque le titulaire d'un compte détiendra, dans les conditions décrites ci-dessus, un nombre d'Actions qui ne correspond pas à un multiple de dix, les Actions complémentaires formant rompus seront vendues en bourse par chaque intermédiaire financier et les sommes provenant de cette vente seront versées proportionnellement au nombre de rompus détenus.

Les ordres A ont vocation à être servis intégralement dans la limite du seuil A1. Dans l'éventualité où la demande totale au titre des ordres A1 représentait plus de 90% du nombre définitif d'Actions offertes dans le cadre de l'OPO, les ordres A1 pourraient être réduits.

Ordre B

Il s'agit des ordres non prioritaires émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE ou des personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L.233-2 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats

appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des Etats appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération.

Les personnes éligibles ne pourront passer qu'un seul ordre B. Cet ordre B ne pourra pas être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier.

Les fonds communs de placement sont traités comme des personnes morales et ne sont habilités à émettre, à ce titre, qu'un seul ordre B.

Les ordres B sont plafonnés à 150 000 euros.

Les ordres B peuvent ne pas être servis ou être servis avec réduction en fonction d'un taux unique aux ordres B, ordres non prioritaires.

L'ordre B ne donne droit à la remise d'aucune Action complémentaire.

Ordre D

Il s'agit des ordres réservés aux personnes physiques, intermédiaires du réseau commercial de FDJ ou personnes physiques représentant une personne morale intermédiaire du réseau commercial FDJ.

Les ayants-droit sont les intermédiaires du réseau commercial (personne physique ou morale), titulaires d'un ou plusieurs contrats avec FDJ ou Pacifique des Jeux, en vigueur à la date du 30 septembre 2019, à savoir les détaillants agréés pour distribuer les jeux de FDJ, ainsi que les prestataires de services commerciaux agréés pour représenter FDJ sur un secteur géographique et transmettre sa politique commerciale aux détaillants.

Pour passer un ordre D, ces ayants-droit bénéficieront d'un code personnel transmis par FDJ. Ce code, ainsi que sa correspondance avec l'identité de l'ayant-droit, seront vérifiés par l'intermédiaire financier auprès d'un numéro dédié mis en place par FDJ. Un numéro de transaction, communiqué par la plateforme téléphonique dédiée devra être retranscrit sur le bordereau d'achat par l'intermédiaire financier.

Ces ordres D ne pourront être passés qu'en agence, au sein des réseaux bancaires dont la liste sera communiquée par FDJ aux intermédiaires du réseau commercial de FDJ éligibles.

Les ordres D seront eux-mêmes décomposés en fonction du montant demandé :

- fraction d'ordre D1 : ordre prioritaire jusqu'à concurrence d'un montant de 7 500 euros ; et
- fraction d'ordre D2 : ordre non prioritaire au-delà de 7 500 euros.

Même si les ayants-droit disposent de plusieurs contrats avec FDJ, ils ne pourront passer qu'un seul ordre D. Cet ordre D ne pourra pas être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier.

Ces ayants-droit pourront, en sus de leur ordre D, également passer un ordre A et/ou un ordre B.

L'ordre D donnera droit, selon les modalités fixées par le ministre de l'économie et des finances, à la remise par l'Etat d'une Action complémentaire pour dix Actions acquises et conservées au moins dix-huit mois à compter du règlement/livraison de l'Offre. Quel que soit le montant initial, ce nombre d'Actions est calculé dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 7 500 euros. Les Actions initiales acquises concernées auront le code ISIN FR0013457272. Lorsque le titulaire d'un compte détiendra, dans les conditions décrites ci-dessus, un nombre d'Actions qui ne correspond pas à un multiple de dix, les Actions complémentaires formant rompus seront vendues en bourse par chaque intermédiaire financier et les sommes provenant de cette vente seront versées proportionnellement au nombre de rompus détenus.

Les ordres D ont vocation à être servis intégralement dans la limite du seuil D1. Dans l'éventualité où la demande totale au titre des ordres D1 représentait plus de 10% du nombre définitif d'Actions offertes dans le cadre de l'OPO, les ordres D1 pourraient être réduits.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera diffusé par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres.

Il est par ailleurs précisé que, quelle que soit la catégorie d'ordre :

- chaque ordre doit porter sur un montant minimum de 200 euros et être un multiple de 100 euros ; dans le cas contraire, l'ordre sera arrondi au multiple entier de 100 euros immédiatement inférieur ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre d'une même catégorie ; cet ordre ne pourra pas être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- les ordres pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies ci-dessous ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'Actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en euros sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre à Prix Ouvert; et
- les conditions de révocabilité des ordres sont précisées au paragraphe « Révocation des ordres » ci-dessous et au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Pour les ordres A et B

- s'agissant d'un compte joint, les ordres seront appréciés par donneur d'ordre et non par compte titres ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés. En cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun des dits membres du foyer fiscal.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront les ordres reçus à Euronext Paris, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par Euronext Paris.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si les communiqués de presse du ministre de l'économie et des finances et de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'étaient pas diffusés.

Réduction des ordres

Les ordres D ont vocation à être servis intégralement dans la limite du seuil D1. Dans l'éventualité où la demande totale au titre des ordres D1 représenterait plus de 10% du nombre définitif d'Actions offertes dans le cadre de l'OPO, les ordres D1 pourraient être réduits.

Les ordres A ont vocation à être servis intégralement dans la limite du seuil A1. Dans l'éventualité où la demande totale au titre des ordres A1 représenterait plus de 90% du nombre définitif d'Actions offertes dans le cadre de l'OPO, les ordres A1 pourraient être réduits.

Les ordres A2, D2 et B peuvent ne pas être servis ou être servis avec réduction en fonction d'un taux propre à chacun des ordres A2, D2 et B, ordres non prioritaires.

Il sera alloué respectivement pour chaque fraction d'ordre A1 et D1 une quantité minimale d'actions et, au-delà de cette quantité minimale, en fonction du nombre d'Actions restant disponibles, chaque demande correspondant aux Actions faisant l'objet des priorités A1 et D1 pourra être servie de manière proportionnelle. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur. Il appartient donc aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier pour connaître ces modalités.

La quantité minimale d'Actions et les modalités de réduction pour chaque catégorie d'ordre seront annoncées dans des communiqués de presse du ministre de l'économie et des finances et de la Société et dans un avis d'Euronext Paris.

Révocation des ordres

Les ordres d'achat passés dans le cadre de l'OPO seront révocables. Les modalités pratiques de révocation des ordres sont déterminées par chaque intermédiaire financier. Il appartient donc aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier pour connaître ces modalités.

S'agissant des ordres D passés dans le cadre de l'OPO, les intermédiaires du réseau commercial FDJ éligibles devront, pour révoquer leur ordre, se rendre dans l'agence auprès de laquelle ils auront passé l'ordre qu'ils souhaitent révoquer et communiquer leur numéro de transaction (figurant sur le bordereau d'achat) ainsi que leur code personnel. Pour révoquer l'ordre D, l'intermédiaire financier devra appeler la plate-forme téléphonique dédiée et indiquer le code personnel et le numéro de transaction concernés.

Par ailleurs, les cas de révocabilité liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits au paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération.

Résultat de l'OPO

Le résultat de l'OPO fera l'objet de communiqués de presse du ministre de l'économie et des finances et de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 20 novembre 2019, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion des communiqués et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Ces communiqués et avis d'Euronext Paris préciseront le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 7 novembre 2019 et prendra fin le 20 novembre 2019 à 12 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *Securities Act*, et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'Actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un ou plusieurs des Teneurs de Livre Associés du Placement Global (tel que ce terme est défini ci-après) au plus tard le 20 novembre 2019 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix du Placement Global, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Teneur de Livre Associé du Placement Global ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 20 novembre 2019 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation (voir paragraphe 5.3.2.4 de la présente note d'opération).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet de communiqués de presse du ministre de l'économie et des finances et de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 20 novembre 2019, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion des communiqués et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve que les Contrats de Garantie visés au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération soient signés et ne soient pas résiliés au plus tard à la date de règlement-livraison.

En conséquence, en cas de non-signature ou de résiliation des Contrats de Garantie, les ordres d'achat et l'Offre seraient rétroactivement annulés. En cas de résiliation des Contrats de Garantie, toutes les négociations des Actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées. Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres d'achat passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive ; et
- l'ensemble des négociations sur les Actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date du règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts en résultant.

En cas de non-signature ou de résiliation des Contrats de Garantie, les Actions ne seront pas admises aux négociations sur Euronext Paris.

En cas de non-signature ou de résiliation des Contrats de Garantie, cette information fera l'objet d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

5.1.5 Réduction des ordres

Voir paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre

Voir paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour le détail des nombres minimal ou maximal d'Actions Cédées sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des ordres d'achat

Voir respectivement paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la présente note d'opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Cédées

Le prix des Actions Cédées acquises dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 22 novembre 2019.

Les Actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext Paris soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 20 novembre 2019 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 22 novembre 2019.

Le règlement des fonds à l'Actionnaire Cédant relatifs à la cession des Actions Cédées Initiales est prévu à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit le 22 novembre 2019.

5.1.9 Publication des résultats de l'Offre

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet de communiqués de presse du ministre de l'économie et des finances et de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 20 novembre 2019, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion des communiqués et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES

5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques ; et
- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement international dans certains pays, y compris aux Etats-Unis d'Amérique en vertu de la règle 144A du *Securities Act* et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique en vertu de la *Regulation S* du *Securities Act*.

Conformément aux exigences en matière de gouvernance des produits prévues par : (a) la Directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée (« **MiFID II** ») ; (b) les articles 9 et 10 de la directive déléguée (UE) 2017/593 complétant la directive MiFID II ; et (c) les mesures de transposition locales (ensemble, les « **Exigences en matière de gouvernance des produits** »), et déclinant toute responsabilité, découlant de délit, contrat ou autre, que tout « producteur » (au sens des Exigences en matière de gouvernance des produits) pourrait avoir à cet égard, les Actions Cédées ont été soumises à un processus d'approbation à l'issu duquel les Actions Cédées ont été déterminées comme : (i) compatibles avec un marché cible final d'investisseurs de détail et d'investisseurs remplissant les critères des clients professionnels et des contreparties éligibles, tels que définis dans la directive MiFID II ; et (ii) éligibles à la distribution par tous les canaux de distribution, tel qu'autorisé par la directive MiFID II (l'« **Evaluation du Marché Cible** »). Nonobstant l'Evaluation du Marché Cible, les distributeurs doivent noter que : le prix des Actions Cédées pourrait baisser et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement ; les Actions Cédées n'offrent aucun revenu garanti ni aucune garantie en capital ; un investissement dans les Actions Cédées n'est par ailleurs adapté que pour des investisseurs qui n'ont pas besoin d'un revenu garanti ou d'une garantie en capital, qui (seuls ou avec l'aide d'un conseiller financier ou autre) sont capables d'évaluer les avantages et les risques d'un tel investissement et qui disposent de ressources suffisantes pour supporter les pertes qui pourraient en résulter.

L'Evaluation du Marché Cible est sans préjudice des exigences de restrictions de vente contractuelles, légales ou réglementaires applicables à l'Offre, figurant notamment au paragraphe 5.2.1.2 ci-dessous.

A toutes fins utiles, l'Evaluation du Marché Cible ne constitue pas : (a) une évaluation pour un client donné de la pertinence ou de l'adéquation aux fins de la directive MiFID II ; ou (b) une recommandation à tout investisseur ou groupe d'investisseurs d'investir, d'acheter ou de prendre toute autre mesure à l'égard des Actions Cédées.

Chaque distributeur est responsable de réaliser sa propre évaluation du marché cible applicable aux Actions Cédées et de déterminer les canaux de distribution appropriés.

5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document d'Enregistrement, de la présente note d'opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ou l'offre ou la vente ou l'achat des Actions peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document d'Enregistrement, la présente note d'opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations du présent paragraphe.

La présente note d'opération, le Document d'Enregistrement, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La présente note d'opération, le Document d'Enregistrement, le Prospectus et son résumé n'ont fait l'objet d'aucune approbation en dehors de France.

Les Garants n'offriront les Actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où ils feront cette offre de vente.

Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « **Etats Membres** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des Actions rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un des Etats Membres. Par conséquent, les Actions peuvent être offertes dans les Etats membres uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis par le Règlement Prospectus ;
- à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans le Règlement Prospectus) par Etat Membre ; ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) du Règlement Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, l'expression « offre au public des actions » dans un Etat membre donné signifie toute communication adressée sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit à des personnes et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les titres à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou souscrire ces valeurs mobilières. L'expression « Règlement Prospectus » signifie le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017.

Ces restrictions de vente concernant les Etats membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les Etats membres.

Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en application du *Securities Act*, ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un Etat ou d'une autre juridiction aux Etats-Unis. En conséquence, les Actions Cédées ne peuvent être ni offertes, vendues, nanties, livrées ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux Etats-Unis d'Amérique qu'à travers un régime d'exonération prévu par ledit *Securities Act* et dans le respect de la réglementation applicable dans les différents Etats. Par conséquent, les Actions Cédées ne sont offertes et vendues qu'à des investisseurs qualifiés (*qualified institutional buyers (QIBs)*) tels que définis par la Règle 144A prise en application du *Securities Act* et en dehors des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre d'opérations extra-territoriales (*offshore transactions*), conformément à la *Regulation S* prise en application du *Securities Act*. Le Document d'Enregistrement, la présente note d'opération, le résumé du Prospectus et tout autre document établis dans le cadre de la présente opération ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir, notamment, des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)* (le « **FSMA** ») *Order* 2005 (l'« **Ordre** »), ou (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Les Actions ne sont disponibles qu'aux Personnes Qualifiées, et toute invitation, offre ou accord d'achat des Actions ne pourront être proposé ou conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les Actions visées dans le Prospectus ne pourront être offertes au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre

qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Les Garants (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération) reconnaissent et garantissent chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont respecté et respecteront l'ensemble des dispositions du FSMA applicables à tout ce qui a été ou sera entrepris relativement aux Actions dont la cession est envisagée dans le Prospectus, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- qu'ils n'ont pas communiqué ou fait communiquer, et ne communiqueront ni ne feront communiquer une quelconque invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) reçue par eux et relative à la cession des Actions dont la cession est envisagée dans le Prospectus, sauf dans les circonstances dans lesquelles l'article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société.

Restrictions concernant le Canada

Aucun prospectus relatif à l'Offre n'a été déposé et ne sera déposé auprès du public conformément aux termes de la législation en matière de valeurs mobilières du Canada. Les Actions Cédées ne peuvent être offertes ou vendues, directement ou indirectement, au Canada ou dans toute province ou territoire du Canada, sauf en cas d'accord des Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés et en conformité avec les termes de la législation en matière de valeurs mobilières du Canada. Dans ce cas, toute vente d'Actions Cédées sera réalisée (i) par des personnes habilitées à vendre de tels titres ou bénéficiant d'une dérogation aux habilitations prévues par les termes de la législation en matière de valeurs mobilières du Canada et (ii) en dérogation aux exigences des termes de la législation en matière de valeurs mobilières du Canada.

Le transfert des Actions Cédées vendues au Canada sera assujéti aux restrictions sur le transfert et la revente prévues par les lois canadiennes applicables.

Restrictions concernant le Japon et l'Australie

Les Actions Cédées ne pourront être offertes ou vendues au Japon et, sous réserve de certaines exceptions, en Australie.

5.2.2 Intentions d'achat des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre d'achat de plus de 5%

L'UBFT, administrateur de FDJ, a indiqué avoir l'intention de passer un ordre de 35 millions d'euros avec une variable de plus ou moins dix pour cent selon le Prix du Placement Global.

La FNAM, administrateur de FDJ, a indiqué qu'elle passerait un ordre de 2 millions d'euros.

Voir également paragraphe 11.5 « Accords d'actionnaires ».

5.2.3 Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3 de la présente note d'opération.

5.2.4 Notification aux investisseurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres d'achat seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres d'achat seront informés de leurs allocations par les Teneurs de Livre Associés du Placement Global (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

5.3 FIXATION DU PRIX DES ACTIONS CEDEES

5.3.1 Méthode de fixation du prix des Actions Cédées

5.3.1.1 Prix des actions cédées

Le Prix du Placement Global résultera de la confrontation de l'offre des Actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Conformément à l'article 26 de l'Ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, la Commission des participations et des transferts rendra un avis sur le prix minimum pouvant être offert pour les Actions Cédées.

Le Prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Prix du Placement Global feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances après avis de la Commission des participations et des transferts.

5.3.1.2 Fourchettes indicatives du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global

Le prix d'achat unitaire des Actions Cédées dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 2% par rapport au prix du Placement Global.

Le prix du Placement Global pourrait se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 16,50 euros et 19,90 euros par action (le « **Prix du Placement Global** ») et le prix de l'Offre à Prix Ouvert pourrait donc se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 16,17 euros et 19,50 euros par action (le « **Prix de l'Offre à Prix Ouvert** », avec le Prix du Placement Global, les « **Prix de l'Offre** »).

CETTE INFORMATION EST DONNEE A TITRE PUREMENT INDICATIF ET NE PREJUGE EN AUCUN CAS DU PRIX DE L'OFFRE A PRIX OUVERT ET DU PRIX DU PLACEMENT GLOBAL QUI POURRONT ETRE FIXES EN DEHORS DE CES FOURCHETTES INDICATIVES SOUS RESERVE DE L'AVIS DE LA COMMISSION DES PARTICIPATIONS ET DES TRANSFERTS SUR LE PRIX MINIMUM POUVANT ETRE OFFERT POUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE.

En cas de fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global en dehors de ces fourchettes indicatives de prix, les investisseurs sont invités à se référer au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

5.3.2 Procédure de publication du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global et des modifications des paramètres de l'Offre

5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global

Il est prévu que les Prix de l'Offre soient fixés le 20 novembre 2019, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer les Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes (voir paragraphe 5.3.2.4 de la présente note d'opération). Dans ce cas, la nouvelle date prévue pour la détermination des Prix de l'Offre fera l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris, d'une communication du ministre de l'économie et des finances et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification des fourchettes indicatives de prix ou de fixation des Prix de l'Offre en dehors des fourchettes indicatives de prix).

Les ordres émis avant la diffusion de l'avis d'Euronext Paris et des communications du ministre de l'économie et des finances et de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global et du nombre d'Actions Cédées

Le Prix de l'Offre à Prix Ouvert, le Prix du Placement Global et le nombre définitif d'Actions Cédées seront portés à la connaissance du public par des communiqués de presse diffusés par le ministre de l'économie et des finances et la Société et par un avis diffusé par Euronext Paris le 20 novembre 2019

selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global auquel cas la diffusion des communiqués et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.3.2.3 Modification des fourchettes indicatives de prix et fixation des Prix de l'Offre en dehors des fourchettes indicatives de prix

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure des fourchettes indicatives de prix ou en cas de fixation des Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure des fourchettes indicatives de prix (le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris. La communication du ministre de l'économie et des finances, le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext Paris susvisés indiqueront les nouvelles fourchettes de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec les nouvelles dates de clôture du Placement Global et de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation des Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Dates de clôture du Placement Global et de l'OPO : les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO seront reportées ou une nouvelle période de participation à l'Offre sera ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion des communications susvisées et la nouvelle date de clôture de l'OPO (inclusive).
- Révocabilité des ordres: tous les ordres émis dans le cadre de l'Offre avant la diffusion des communications susvisées seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant les nouvelles dates de clôture du Placement Global et de l'OPO incluses. De nouveaux ordres pourront être émis jusqu'aux nouvelles dates de clôture du Placement Global et de l'OPO incluse dont les conditions de révocabilité sont décrites au paragraphe 5.1.3.1 de la présente note d'opération.

Les Prix de l'Offre pourraient être librement fixés en-dessous de la borne inférieure des fourchettes indicatives de prix ou les fourchettes indicatives de prix pourraient être modifiées librement à la baisse, sous réserve du prix minimum déterminé par la Commission des participations et des transferts. Les Prix de l'Offre ou les nouvelles fourchettes indicatives de prix seraient alors communiqués au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation des Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure des fourchettes indicatives de prix ou si la modification à la baisse des fourchettes indicatives de prix n'avaient pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les Prix de l'Offre seraient portés à la connaissance du public par la communication du ministre de l'économie et des finances, le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext Paris visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente note d'opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 20 novembre 2019, sauf fixation anticipée des Prix de l'Offre, auquel cas la diffusion des communications et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation des Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation des Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure des fourchettes indicatives de prix ou si la modification à la baisse des fourchettes indicatives de prix avaient un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

Eventualité d'un prix en deçà du prix minimum déterminé par la Commission des participations et des transferts

Au cas où il ne serait pas possible de fixer les Prix de l'Offre à un niveau compatible avec le prix minimum déterminé par la Commission des participations et des transferts dans les conditions rappelées à au paragraphe 5.3.1 – « Méthode de fixation des prix des Actions Cédées », il sera mis fin à l'Offre et à l'Offre Réservée aux Salariés. Les ordres passés dans le cadre de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés seraient alors caducs.

5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ;
- si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre avant la diffusion des communications susvisées seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant les nouvelles dates de clôture du Placement Global et de l'OPO incluses.

5.3.2.5 Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente note d'opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise à l'approbation de l'AMF. Les ordres émis seraient nuls si l'AMF n'approuvait pas cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus approuvée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de bourse après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Néant.

5.3.4 Disparité de prix

Néant.

5.4 PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1 Coordonnées des Garants

Placement Global :

Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés :

BNP Paribas

Citigroup Global Markets Limited

Goldman Sachs International

Société Générale

Teneurs de Livre Associés :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

HSBC France

Natixis

Co-Chef de File Associé :

Crédit Industriel et Commercial

Offre à Prix Ouvert :

Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

Natixis

Teneurs de Livre Associés :

BNP Paribas

Société Générale

Co-Chef de File Associé :

Crédit Industriel et Commercial

5.4.2 Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs purs et administrés) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par CACEIS Corporate Trust, 14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09.

5.4.3 Garantie

L'Offre à Prix Ouvert fera l'objet d'un contrat de garantie par un groupe d'établissements financiers composé de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Natixis en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert** »), de BNP Paribas et Société Générale en qualité de teneurs de livre associés (les « **Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert** ») et Crédit Industriel et Commercial en qualité de co-chef de file associé (ensemble avec les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert et les Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert, les « **Garants de l'Offre à Prix Ouvert** ») portant sur l'intégralité des Actions Cédées Initiales dans l'OPO (le « **Contrat de Garantie de l'Offre à Prix Ouvert** »).

Simultanément, le Placement Global fera l'objet d'un contrat de garantie par un groupe d'établissements financiers composé de BNP Paribas, Citigroup Global Markets Limited, Goldman Sachs International et Société Générale en qualité de coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés (les « **Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés du Placement Global** », ensemble avec les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés de l'Offre à Prix Ouvert, les « **Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés** »), de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France et Natixis en qualité de teneurs de livre associés (les « **Teneurs de Livre Associés du Placement Global** ») et Crédit Industriel et Commercial en qualité de co-chef de file associé (ensemble avec les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés du Placement Global et les Teneurs de Livre Associés du Placement Global, les « **Garants du Placement Global** », ensemble avec les Garants de l'Offre à Prix Ouvert, les « **Garants** ») portant sur l'intégralité des Actions Cédées Initiales dans le Placement Global (le « **Contrat de Garantie du Placement Global** », ensemble avec le Contrat de Garantie de l'Offre à Prix Ouvert, les « **Contrats de Garantie** »).

Ces Contrats de Garantie ne constituent pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.

Les Garants, agissant non solidairement entre eux, s'engageront chacun à concurrence d'un nombre maximal d'Actions Cédées Initiales, à faire acquérir et payer, ou le cas échéant à acquérir et payer, eux-mêmes, les Actions Cédées Initiales dans le Placement Global au Prix du Placement Global et les Actions Cédées Initiales dans l'OPO au Prix de l'OPO à la date de règlement-livraison.

La signature des Contrats de Garantie interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global, prévue, selon le calendrier indicatif, le 20 novembre 2019.

Les Contrats de Garantie pourront être résiliés par les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, pour le compte des Garants, à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions et dans certaines circonstances, notamment en cas d'inexactitude des déclarations et garanties ou de non-respect de l'un des engagements de la Société ou de l'Actionnaire Cédant, dans l'hypothèse où l'une des conditions suspensives ne serait pas réalisée, ou encore en cas de survenance de certaines circonstances internationales ou nationales affectant notamment la France (notamment, interruption ou suspension des négociations ou interruption du règlement livraison sur les marchés réglementés ou interruption des activités bancaires, actes de guerre).

Dans l'hypothèse où les Contrats de Garantie ne seraient pas signés, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient annulées. Dans l'hypothèse où les Contrats de Garantie seraient résiliés conformément à leurs termes, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations seraient rétroactivement annulées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation. Plus précisément :

- l'OPO et le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres d'achat passés à ce titre, seraient annulés de façon rétroactive ;
- l'ensemble des négociations portant sur les Actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, de telles annulations.

En cas de non-signature ou de résiliation des Contrats de Garantie, cette information fera l'objet d'une communication du ministre de l'économie et des finances, d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

5.4.4 Engagement de conservation

Ces informations figurent au paragraphe 7.4 de la présente note d'opération.

5.4.5 Date de signature des Contrats de Garantie et de règlement-livraison des Actions Cédées

Selon le calendrier indicatif, la signature des Contrats de Garantie interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global, soit le 20 novembre 2019 et le règlement-livraison des Actions Cédées le 22 novembre 2019.

6 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1 ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

L'admission des Actions est demandée sur le compartiment A d'Euronext Paris.

Les conditions de négociation des Actions seront fixées dans un avis d'Euronext Paris qui sera diffusé au plus tard le premier jour de négociation des Actions.

La première cotation des Actions sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 20 novembre 2019 et les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 21 novembre 2019 sur la base du Prix de l'Offre à Prix Ouvert, selon le calendrier indicatif.

À compter du 21 novembre 2019 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 22 novembre 2019, selon le calendrier indicatif, les Actions seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « FDJ Promesses ».

A compter du 25 novembre 2019, l'ensemble des Actions seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « FDJ ».

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

6.2 PLACE DE COTATION

A la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, les Actions ne sont admises sur aucun marché, réglementé ou non.

6.3 OFFRE CONCOMITANTE D'ACTIONS

Offre Réservee aux Salariés

Concomitamment à l'Offre et conformément aux dispositions de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 6 novembre 2019, il est prévu de procéder à l'Offre Réservee aux Salariés, dont les modalités sont décrites ci-après.

L'Offre Réservee aux Salariés est déployée en France, en Polynésie française et au Royaume-Uni.

Les modalités détaillées de l'Offre Réservee aux Salariés figurent dans les documents d'information mis à la disposition des Bénéficiaires, tels que définis ci-dessous.

(i) Cadre de l'Offre Réservee aux Salariés

La cession des Actions Réservees aux Salariés est réalisée conformément aux dispositions de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 6 novembre 2019, et sur la base de la décision du conseil d'administration de la Société du 16 octobre 2019 définissant les conditions de l'Offre Réservee aux Salariés adhérents aux plans d'épargne de la Société.

(ii) Caractéristiques de l'Offre Réservee aux Salariés

a. Périmètre

L'Offre Réservee aux Salariés est proposée dans le cadre du plan d'épargne groupe (« **PEG** ») et du plan d'épargne groupe international (« **PEGI** ») du Groupe La Française des Jeux.

Conformément à l'article 31-2 de l'Ordonnance, l'Offre Réservee aux Salariés est ouverte exclusivement aux personnes suivantes (les « **Bénéficiaires** ») :

- tous les salariés de la Société et des sociétés adhérentes au PEG ou au PEGI, possédant un contrat de travail au moment de leur participation à l'Offre et justifiant d'une ancienneté d'au moins 3 mois acquise, de manière consécutive ou non, entre le 1^{er} janvier 2018 et le dernier jour de la période d'offre ;

- les anciens salariés ayant quitté l’une de ces sociétés à la suite d’un départ à la retraite ou en préretraite, à condition d’avoir conservé des avoirs dans un plan d’épargne d’entreprise d’une entité du groupe FDJ au dernier jour de la période d’offre ;
 - les anciens salariés de ces sociétés justifiant d’un contrat ou d’une activité rémunérée d’une durée accomplie d’au moins cinq ans avec la Société ou ses filiales, à condition d’avoir conservé des avoirs dans un plan d’épargne d’entreprise d’une entité du groupe FDJ au dernier jour de la période d’offre.
- b. Caractéristiques des Actions Réservées aux Salariés offertes dans le cadre de l’Offre Réservée aux Salariés*

Les Actions Réservées aux Salariés faisant l’objet de l’Offre Réservée aux Salariés sont des Actions ordinaires de la Société, toutes de même valeur nominale, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie.

Conformément aux dispositions de l'article 31-2 de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, les Actions Réservées aux Salariés seront acquises par la Société auprès de l'Etat conformément au programme de rachat d'actions de la Société tel qu'approuvé par l'assemblée générale de la Société le 4 novembre 2019 et mis en œuvre par le conseil d'administration du même jour, pour être rétrocédées immédiatement aux Bénéficiaires dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés.

Le nombre d’actions effectivement transférées dépendra du niveau des acquisitions effectives.

c. Formules d'investissement

Les Bénéficiaires pourront participer à l'Offre Réservée aux Salariés en investissant dans chacune des trois formules d'investissement suivantes dans le cadre du PEG et du PEGI :

- une offre d'acquisition d'Actions Réservées aux Salariés, à prix décoté par rapport au Prix de l’Offre à Prix Ouvert (la « **Formule Actions Décotées** ») dans le cadre fiscal du plan d’épargne. Dans cette formule, le prix d'acquisition unitaire des Actions Réservées aux Salariés sera égal au Prix de l’Offre à Prix Ouvert diminué d’une décote de 25% et arrondi au centime d’euro supérieur (le « **Prix OPO Décoté** »). Les versements des Bénéficiaires seront abondés par la Société au taux de 100%, dans la limite de 350 euros brut¹⁵. Les versements des Bénéficiaires et l'abondement seront investis en Actions Réservées aux Salariés dans le compartiment FDJ Actions Décotées du FCPE Actionnariat Groupe FDJ Invest. Dans le cadre de la Formule Actions Décotées, le Bénéficiaire bénéficie des éventuels dividendes et autres produits sur les Actions, son investissement suit la performance de l'Action à la hausse comme à la baisse et le montant investi dans cette formule présente donc un risque de perte en capital ;
- une offre d'acquisition d'Actions Réservées aux Salariés dite structurée, comportant un effet de levier, à prix décoté par rapport au Prix de l’Offre à Prix Ouvert (la « **Formule Multiple** ») dans le cadre fiscal du plan d’épargne. Dans cette formule, le prix d'acquisition unitaire des Actions Réservées aux Salariés sera égal au Prix OPO Décoté. Les versements des Bénéficiaires seront abondés par la Société au taux de 100%, dans la limite de 350 euros brut. Les versements des Bénéficiaires et l'abondement seront investis en Actions Réservées aux Salariés dans le compartiment FDJ Multiple 2019 du FCPE Actionnariat Groupe FDJ Invest. Dans cette Formule, l'investissement du Bénéficiaire, y compris l’abondement, sera garanti (sauf certains cas exceptionnels décrits dans le règlement du FCPE) et le Bénéficiaire pourra par ailleurs percevoir un rendement garanti ou un gain plus élevé calculé sur la base de l'évolution du cours de l'Action sur la période d'investissement. En contrepartie, le Bénéficiaire ne bénéficiera pas des dividendes et autres produits éventuels (par exemple des droits financiers négociables) sur les Actions ni du montant de la décote de 25% (les salariés achètent les actions au prix décoté mais le gain final sera calculé à partir du prix OPO) ; et

¹⁵ A titre d’illustration, dans l’hypothèse où un Bénéficiaire investi 200 euros brut, la Société abonde à hauteur du même montant brut de 200 euros. Dans l’hypothèse d’une sursouscription, la réduction portera sur la totalité du versement, incluant l’abondement. Toutefois, le calcul de la réduction sera fait par écrêtement, en commençant par la réduction des ordres les plus élevés, de manière à préserver les souscriptions dans les tranches abondées.

- une offre d'acquisition d'Actions Réservées aux Salariés à prix non décoté (la « **Formule Actions Non Décotées** »), dans le cadre fiscal du plan d'épargne. Dans cette formule, le prix d'acquisition unitaire des Actions Réservées aux Salariés sera égal au Prix de l'Offre à Prix Ouvert. Les versements des Bénéficiaires seront abondés par la Société au taux de 100%, dans la limite de 200 euros brut. Les versements des Bénéficiaires et l'abondement seront investis en Actions Réservées aux Salariés dans le compartiment FDJ Actions Classiques du FCPE Actionnariat Groupe FDJ Invest. Dans le cadre de la Formule Actions Non Décotées, le Bénéficiaire bénéficie des éventuels dividendes et autres produits sur les Actions, son investissement suit la performance de l'Action à la hausse comme à la baisse et le montant investi dans cette formule présente donc un risque de perte en capital.

La mise en place de la Formule Multiple dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés nécessite des opérations de couverture sur le marché réalisées dès les premiers jours de cotation de l'Action par l'établissement financier qui structure la Formule Multiple.

Afin de permettre aux Bénéficiaires au Royaume-Uni de bénéficier d'un régime de faveur prévu localement, ces derniers pourront, en plus du bénéfice de la Formule Multiple dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés, acquérir des actions de la Société dans le cadre d'un *Share Incentive Plan* (la « **Formule SIP** »). Ces Bénéficiaires ne participent pas aux formules "Actions Décotées" et "Actions Non Décotées". Les actions acquises dans la formule SIP ne sont pas achetées par la Société auprès de l'Etat et ne font pas partie des Actions Réservées aux Salariés.

d. Modalités de fixation du Prix d'acquisition des Actions Réservée aux Salariés

Conformément aux dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, le prix d'acquisition unitaire des Actions Réservées aux Salariés offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés (le « **Prix d'Acquisition de l'Offre Réservée aux Salariés** ») sera égal :

- Pour la Formule Actions Décotées et la Formule Multiple, au Prix de l'Offre à Prix Ouvert diminué d'une décote de 25% et arrondi au centime d'euro supérieur (le « **Prix OPO Décoté** ») ;
- Pour la Formule Actions Non Décotées, au Prix de l'Offre à Prix Ouvert (le « **Prix OPO** »).

Sur la base de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert (entre 16,17 et 19,50 euros par action), la fourchette indicative du prix d'acquisition par formule de l'Offre Réservée aux Salariés a été fixée entre 16,17 et 19,50 euros par action pour la Formule Actions Non Décotées et entre 12,13 et 14,63 euros par action pour la Formule Actions Décotées et la Formule Multiple.

Ces informations sont données à titre indicatif et ne préjugent pas du prix d'acquisition par formule de l'Offre Réservée aux Salariés. Le Prix OPO et le Prix OPO Décoté pourraient être fixés en dehors de ces fourchettes. Dans l'hypothèse où les prix définitifs ne seraient pas compris dans les fourchettes, les Bénéficiaires auraient la possibilité de modifier ou d'annuler leur(s) demande(s) d'investissement dans l'Offre Réservée aux Salariés.

e. Période et modalités d'acquisition

La période de participation à l'Offre Réservée aux Salariés est concomitante à l'Offre à Prix Ouvert et s'ouvrira le 7 novembre 2019 et se clôturera le 19 novembre 2019, à 20 heures (heure de Paris).

La participation devra être effectuée par les Bénéficiaires sur le site internet sécurisé dédié à l'Offre Réservée aux Salariés selon les modalités qui auront été précisées dans la documentation établie à leur attention et dont les coordonnées d'accès leur auront été communiquées individuellement.

La réalisation de l'Offre Réservée aux Salariés est soumise à l'avis de la Commission des Participations et Transferts, ainsi qu'à la réalisation de l'Offre. A défaut, l'Offre Réservée aux Salariés ne sera pas réalisée et l'ensemble des demandes d'investissement seraient caduques.

f. Autres modalités de l'Offre Réservée aux Salariés

Limites individuelles d'investissement :

Le montant minimum d'investissement par Bénéficiaire est fixé à 15 euros par Formule.

Par ailleurs, le total des versements dans les plans d'épargne salariale (hors abondement, intéressement et participation), ne peut être supérieur au quart de la rémunération annuelle brute du Bénéficiaire pour l'année 2019. Ce plafond comprend tous les versements dans le PEG, ou le PEGI, selon le cas, dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés, ainsi que le cas échéant, les autres versements effectués en 2019 par le Bénéficiaire sur les plans d'épargne salarial auxquels ils ont accès. Il comprend également la contribution bancaire dans la Formule Multiple.

En outre, les versements dans la Formule Actions Décotées et dans la Formule Multiple sont limités, respectivement, à 7 000 euros et 700 euros. Ces plafonds sont calculés abondement net inclus.

Règlement du prix d'acquisition : s'agissant des Bénéficiaires adhérents du PEG, le montant de l'investissement peut être réglé, au choix du Bénéficiaire, par un versement nouveau dans le PEG (montant prélevé sur le compte bancaire du Bénéficiaire ou avancé par la Société et prélevé par retenues sur salaire en plusieurs mensualités) ou en transférant des avoirs disponibles ou indisponibles détenus par les Bénéficiaires dans les plans d'épargne d'entreprise de leurs employeurs tel que cela est précisé dans la documentation relative à l'Offre Réservée aux Salariés.

S'agissant des Bénéficiaires adhérents du PEGI, le montant de la participation est réglé selon les modalités définies par l'employeur.

Modalités de détention des actions : les Actions Réservées aux Salariés seront acquises par l'intermédiaire des compartiments FDJ Actions Décotées, FDJ Multiple 2019 et FDJ Actions Classiques du FCPE Actionnariat Groupe FDJ Invest. Conformément au règlement du FCPE, les droits de vote afférents aux actions détenues à l'actif du FCPE seront exercés par le conseil de surveillance du FCPE.

Indisponibilité : les parts des compartiments du FCPE précité seront indisponibles pendant une période de cinq ans, sauf survenance de l'un des cas de déblocage anticipé prévu à l'article R.3324-22 du Code du travail, à l'exception des avoirs d'épargne salariale utilisés pour participer à la Formule Actions Non décotés lesquels gardent, pour la partie non abondée, leur date de disponibilité initiale.

Résultat de l'Offre Réservée aux Salariés – Réduction : la cession d'Actions aux Bénéficiaires réalisée dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés ne pourra excéder 9 276 438 Actions Réservées aux Salariés au maximum. Le nombre d'actions effectivement transférées dépendra du niveau des acquisitions effectives.

Dans le cas où le montant total des demandes d'investissement représenterait un nombre d'actions supérieur à celui dédié à cette opération, les demandes seront réduites par écrêtement, en commençant par les demandes les plus élevées, de manière à préserver les demandes les plus faibles, sous réserve des dispositions d'un arrêté qui fixera les modalités de réduction.

S'agissant des Bénéficiaires participant dans le cadre du PEG, la réduction sera effectuée par priorité sur les sommes en provenance des arbitrages d'avoirs indisponibles du PEG, puis sur les versements volontaires (les montants financés par prélèvement bancaire étant réduits en priorité), puis sur les versements par arbitrage d'avoirs disponibles, incluant l'abondement.

Règlement livraison de l'Offre Réservée aux Salariés : le règlement-livraison des Actions Réservées aux Salariés offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés aura lieu le 19 décembre 2019, selon le calendrier indicatif.

6.4 CONTRAT DE LIQUIDITE

Aucun contrat de liquidité relatif aux Actions n'a été conclu à la date d'approbation du Prospectus par l'AMF.

6.5 STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ

Aux termes des Contrats de Garantie mentionnés au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération, BNP Paribas (ou toute entité agissant pour son compte), agissant en qualité d'agent de la stabilisation (l'« **Agent Stabilisateur** ») au nom et pour le compte des Garants, pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché et de son règlement délégué UE n° 2016/1052 du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis. Les opérations de stabilisation ont pour objet de soutenir le prix de marché des Actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des Actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global soit, selon le calendrier indicatif, du 20 novembre 2019 jusqu'au 20 décembre 2019 (inclus).

Si l'Option de Surallocation est exercée en tout ou partie, une communication sera faite par le ministre de l'économie et des finances et un communiqué de presse sera diffusé par la Société.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Durant la période de stabilisation, l'Agent Stabilisateur assurera la publication adéquate du détail de toutes les opérations de stabilisation au plus tard à la fin de la septième journée boursière suivant la date d'exécution de ces opérations. Les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés pourront effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'Actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'Actions représentant au maximum 5% de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 8(b) du Règlement Délégué.

Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix du Placement Global.

6.6 OPTION DE SURALLOCATION

Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, l'Etat consentira à l'Agent Stabilisateur, agissant au nom et pour le compte des Garants, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'Actions représentant un maximum de 15 % du nombre cumulé d'Actions Cédées Initiales, soit un nombre de 11 350 028 Actions Cédées Supplémentaires, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Surallocation** »).

Cette Option de Surallocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix du Placement Global, en une seule fois à tout moment par l'Agent Stabilisateur, au nom et pour le compte des Garants, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Prix du Placement Global soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 20 décembre 2019 (inclus).

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information serait portée à la connaissance du public au moyen d'une communication du ministre de l'économie et des finances et d'un communiqué de presse de la Société.

7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1 PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

L'Etat, qui détient 72% du capital de la Société avant l'Offre, entend procéder à la cession d'un maximum de 52% du nombre total d'Actions dans les conditions détaillées dans la présente note d'opération.

7.2 NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Dans le cadre de la cession visée au paragraphe 7.1 ci-dessus, l'Actionnaire Cédant cèdera un nombre de 75 666 859 Actions Cédées, susceptible d'être porté à un nombre de 87 016 887 Actions Cédées en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation.

L'Offre Réservée aux Salariés proposée en conséquence et concomitamment à l'Offre porte sur un nombre maximal de 9 276 438 Actions. Dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés, la Société cèdera au FCPE groupe dépositaire des bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés les Actions acquises auprès de l'Etat.

7.3 PARTICIPATION DE L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE

Ces informations figurent au paragraphe 9.2 de la présente note d'opération.

7.4 ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES

7.4.1 Engagement d'abstention pris par la Société

FDJ s'engagera envers chaque garant, pendant une période expirant 180 jours calendaires après la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf accord préalable écrit des garants, à ne procéder ou n'annoncer procéder à aucune émission, offre, prêt, mise en gage ou cession, directe ou indirecte, d'actions ou d'autres titres de capital de FDJ ou d'autres instruments financiers donnant accès directement ou indirectement, à terme ou immédiatement, au capital de FDJ ou une opération sur titres de capital ayant un effet économique similaire ou encore à une annonce publique de son intention de procéder à une telle opération et à ne pas permettre qu'une filiale procède à une telle opération, sous réserve de certaines exceptions (Offre Réservée aux Salariés, programme de rachat d'actions, attribution gratuite d'actions ou attribution d'options de souscription ou d'acquisition d'actions aux salariés et mandataires sociaux, actions détenues par Soficoma, opération de croissance externe).

7.4.2 Engagement de conservation des titres

Engagement d'abstention et de conservation pris par l'Etat

L'Etat s'engagera envers chaque garant, pendant une période expirant 18 mois après la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf accord préalable écrit des garants à ne procéder ou n'annoncer procéder à aucune émission, offre ou cession, directe ou indirecte, d'actions ou d'autres titres de capital de FDJ ou d'autres instruments financiers donnant accès directement ou indirectement, à terme ou immédiatement, au capital de FDJ, sous réserve de certaines exceptions (cession dans le cadre de l'Offre, mise en place d'une offre aux salariés, transfert au profit d'un partenaire industriel de FDJ, opération de croissance externe, transfert à une entité contrôlée, apport à une offre publique d'achat ou d'échange sur les Actions).

Autres engagement d'abstention et de conservation

L'UBFT, FNAM, Confédération Nationale des buralistes de France et MASFIP se sont engagés à conserver leurs Actions (y compris celles achetées le cas échéant dans le cadre de l'Offre) au moins 18 mois (548 jours calendaires pour la MASFIP) suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sauf accord préalable écrit des garants, sous réserve de certaines exceptions (offre publique d'achat ou d'échange sur les Actions ou transfert à une société contrôlée).

8 DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE

Produits et charges relatifs à l'Offre des Actions Cédées

A titre illustratif, le produit brut de la cession des Actions Cédées s'élève à un montant d'environ 1 238,5 millions d'euros bruts, pouvant être portés à environ 1 425,8 millions d'euros bruts maximum (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base d'un Prix du Placement Global égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 40% du nombre total d'Actions Cédées Initiales, et à environ 1 499,7 millions d'euros bruts, pouvant être portés à environ 1 725,6 millions d'euros bruts maximum (en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation), sur la base du Prix du Placement Global égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix du Placement Global et d'un Prix de l'Offre à Prix Ouvert égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre à Prix Ouvert dans le cas d'une allocation à l'OPO de 20% du nombre total d'Actions Cédées Initiales.

Les frais liés à l'Offre à la charge de la Société au titre des exercices 2018 et 2019 sont estimés à environ 34 millions d'euros, dont 10 millions d'euros correspondant à la décote et à l'abondement comptabilisés par la Société dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés.

La Société ne recevra aucun produit de la cession des Actions Cédées.

9 DILUTION

9.1 INCIDENCE SUR LA PARTICIPATION DANS LE CAPITAL D'UN ACTIONNAIRE

Non applicable dans le cadre de l'Offre.

9.2 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Actionnariat à la date du Prospectus

A la date d'approbation du Prospectus par l'AMF, le capital social de la Société s'élève à 76 400 000 euros, divisé en 191 000 000 actions ordinaires de 0,40 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

La répartition de l'actionnariat de la Société à la date du Prospectus est la suivante :

Actionnariat à la date du Prospectus

Actionnaire	Nombre d'actions*	Nombre de droits de vote*	% du capital et des droits de vote*
Etat français	137 520 000	275 040 000	72,00%
FCP Française des Jeux Actionnariat	9 550 000	19 100 000	5,00%
Union des Blessés de la Face et de la Tête (UBFT)	17 626 435	35 252 870	9,23%
Fédération Nationale André Maginot (FNAM)	8 079 300	16 158 600	4,23%
(sous-concert UBFT-FNAM)	25 705 735	51 411 470	13,45%
IDSud	5 015 660	10 031 320	2,63%
Confédération Nationale des Buralistes de France	3 732 140	7 464 280	1,95%
MASFIPI (anciennement Mutuelle du Trésor)	1 910 000	3 820 000	1,00%
Comalo	1 121 170	2 242 340	0,59%
Emissions Berger	714 340	1 428 680	0,37%
Mme Stéphane Pallez**	955**	1 910**	-
FDJ/Soficoma***	5 730 000	11 460 000***	3,00%***
Total	191 000 000	382 000 000***	100%

* Après prise d'effet de l'octroi de droit de vote double aux actions détenues au nominatif depuis plus de 2 ans puis (ii) de la division de la valeur nominale des actions de la Société par 955 par échange de 191 000 000 actions nouvelles de 0,40 euro chacune de valeur nominale pour 200 000 actions anciennes de 382 euros de valeur nominale, tels que décidés par l'assemblée générale du 4 novembre 2019 sous la condition suspensive de l'approbation par l'AMF du prospectus d'admission des actions de FDJ sur Euronext.

** Ces actions sont des actions prêtées par l'UBFT. L'UBFT avait prêté 1 action à Madame Pallez afin qu'elle respecte l'obligation statutaire qu'un administrateur détienne une action.

*** Voir paragraphe 18.7 « Procédures judiciaires et d'arbitrage » du Document d'Enregistrement : la détention par Soficoma de 5 730 000 actions FDJ (après division de la valeur nominale) fait l'objet d'un contentieux actuellement devant la Cour d'appel d'Aix en Provence. Les chiffres prennent l'hypothèse d'une détention par Soficoma. Conformément aux dispositions du Code de commerce, dans l'hypothèse où les actions sont détenues par FDJ, celles-ci sont privées de droit de vote.

Actionnariat à l'issue de l'Offre

A l'issue de l'Offre, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit en prenant pour hypothèses que l'intégralité des titres offerts aux Salariés auront été acquis et qu'aucun actionnaire de FDJ à la date du Prospectus n'acquière d'actions dans le cadre de l'Offre :

Actionnaires	Après l'Offre et hors exercice de l'Option de Surallocation		Après l'Offre et après exercice en totalité de l'Option de Surallocation	
	Nombre total d'Actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre total d'Actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Etat	52 576 703 actions et 93 803 378 droits de vote*	27,53% du capital et 32,83% des droits de vote*	41 226 675 actions et 82 453 350 droits de vote*	21,58% du capital et 28,86% des droits de vote*
FCP Française des Jeux Actionnariat (FCPE)	9 550 000 actions et 19 100 000 droits de vote	5,00% du capital et 6,69% des droits de vote	9 550 000 actions et 19 100 000 droits de vote	5,00% du capital et 6,69% des droits de vote
UBFT	17 626 435 actions et 35 252 870 droits de vote	9,23% du capital et 12,34% des droits de vote	17 626 435 actions et 35 252 870 droits de vote	9,23% du capital et 12,34% des droits de vote
FNAM	8 079 300 actions et 16 158 600 droits de vote	4,23% du capital et 5,66% des droits de vote	8 079 300 actions et 16 158 600 droits de vote	4,23% du capital et 5,66% des droits de vote
(sous-concert UBFT-FNAM)	25 705 735 actions et 51 411 470 droits de vote	13,45% du capital et 17,99% des droits de vote	25 705 735 actions et 51 411 470 droits de vote	13,45% du capital et 17,99% des droits de vote
IDSud	5 015 660 actions et 10 031 320 droits de vote	2,63% du capital et 3,51% des droits de vote	5 015 660 actions et 10 031 320 droits de vote	2,63% du capital et 3,51% des droits de vote

Actionnaires	Après l'Offre et hors exercice de l'Option de Surallocation		Après l'Offre et après exercice en totalité de l'Option de Surallocation	
	Nombre total d'Actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre total d'Actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Confédération Nationale des Buralistes de France	3 732 140 actions 7 464 280 droits de vote	1,95% du capital 2,61% des droits de vote	3 732 140 actions 7 464 280 droits de vote	1,95% du capital 2,61% des droits de vote
MASFIIP (anciennement Mutuelle du Trésor)	1 910 000 actions 3 820 000 droits de vote	1,00% du capital 1,34% des droits de vote	1 910 000 actions 3 820 000 droits de vote	1,00% du capital 1,34% des droits de vote
Comalo	1 121 170 actions 2 242 340 droits de vote	0,59% du capital 0,78% des droits de vote	1 121 170 actions 2 242 340 droits de vote	0,59% du capital 0,78% des droits de vote
Emissions Berger	714 340 actions 1 428 680 droits de vote	0,37% du capital 0,50% des droits de vote	714 340 actions 1 428 680 droits de vote	0,37% du capital 0,50% des droits de vote
Mme Stéphane Pallez**	955 actions 1 910 droits de vote	-	955 actions 1 910 droits de vote	-
FDJ/Soficoma***	5 730 000 actions 11 460 000 droits de vote***	3,00% du capital 4,01% des droits de vote***	5 730 000 actions 11 460 000 droits de vote***	3,00% du capital 4,01% des droits de vote***
Salariés	9 276 438 actions 9 276 438 droits de vote	4,86% du capital 3,25% des droits de vote	9 276 438 actions 9 276 438 droits de vote	4,86% du capital 3,25% des droits de vote
Public	75 666 859 actions 75 666 859 droits de vote	39,62% du capital 26,48% des droits de vote	87 016 887 actions 87 016 887 droits de vote	45,56% du capital 30,46% des droits de vote
Total	191 000 000 actions 285 706 675 droits de vote	100%	191 000 000 actions 285 706 675 droits de vote	100%

*Ces actions comprennent les actions complémentaires qui seront remises par l'Etat à l'expiration du délai de dix-huit mois dans les conditions décrites ci-dessus au paragraphe « Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO ». Le nombre de droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat après l'Offre et hors exercice de l'Option de Surallocation tient compte de la perte des droits de vote double résultant de la mise en oeuvre du prêt d'actions consenti par l'Etat à BNP Paribas aux fins d'exercice de l'Option de Surallocation.

**Ces actions sont des actions prêtées par l'UBFT. L'UBFT avait prêté 1 action à Madame Pallez afin qu'elle respect l'obligation statutaire qu'un administrateur détienne une action.

*** Voir paragraphe 18.7 « Procédures judiciaires et d'arbitrage » du Document d'Enregistrement : la détention par Soficoma des actions FDJ fait l'objet d'un contentieux actuellement devant la Cour d'appel d'Aix en Provence. Les chiffres prennent l'hypothèse d'une détention par Soficoma. Conformément aux dispositions du Code de commerce, dans l'hypothèse où les actions sont détenues par FDJ, celles-ci sont privées de droit de vote. Il est précisé à ce titre que l'assemblée générale mixte du 18 juin 2018 a décidé d'annuler les actions concernées sous la condition suspensive de ce qu'il soit fait droit à la demande formulée devant le Tribunal de commerce, c'est-à-dire que le Tribunal constate que (i) en application de l'article 15b) des statuts Soficoma était tenue de céder ses actions dans le délai de 3 mois suivant la réunion du conseil d'administration ayant constaté la perte de ses conditions de capacité pour demeurer actionnaire de FDJ, (ii) FDJ a satisfait à son obligation de payer le prix des actions en consignation le prix à la Caisse des dépôts et consignations, (iii) Soficoma a perdu sa qualité d'actionnaire à cette date de consignment, soit le 18 mai 2017 et (iv) FDJ est autorisée à retranscrire dans ses registres le transfert par Soficoma à FDJ de ces actions.

10 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1 CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L’OFFRE

Non applicable.

10.2 AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Non applicable.

11 MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

11.1 FINANCEMENT DE LA CONTREPARTIE FINANCIERE A LA SECURISATION DES DROITS EXCLUSIFS

Il est rappelé que le décret n°2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des Jeux, pris en application de la Loi Pacte et de l'Ordonnance et qui approuve notamment le cahier des charges de FDJ en tant que titulaire des droits exclusifs sur la loterie en ligne et en points de vente et les paris sportifs en points de vente, a prévu le versement par FDJ à l'Etat, avant le 30 juin 2020, d'un montant de 380 millions d'euros en contrepartie de ces droits exclusifs pour une durée de 25 ans.

Afin d'optimiser la structure financière du Groupe, FDJ envisage de financer plus de 60% du montant au travers une dette syndiquée d'une maturité moyenne de 10 à 15 ans. Le taux pourrait être variable selon un mécanisme proche de celui convenu lors du crédit syndiqué levé lors de l'acquisition de Sporting Group. Le Groupe est actuellement en discussion avec des prêteurs potentiels.

11.2 PUBLICATION DES DECRETS DROITS EXCLUSIFS ET CONTROLE ETROIT

Le décret n°2019-1061 du 17 octobre 2019 relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de la Française des Jeux et du Paris Mutuel Urbain (le « **Décret Droits Exclusifs** ») a été publié au Journal Officiel le 18 octobre 2019.

Le décret n°2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des Jeux (le « **Décret Contrôle Etroit** ») a été publié au Journal Officiel le 18 octobre 2019.

Le décret n°2019-1105 du 30 octobre 2019 décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des jeux a été publié au Journal Officiel le 31 octobre 2019.

Un certain nombre de décrets devraient être pris en application de l'Ordonnance 2019 d'ici la fin de l'année ; la majorité de ces décrets a fait l'objet d'une notification auprès de la Commission européenne. Ces décrets concernent notamment l'approbation des modifications de statuts de FDJ, la définition de l'organisation de la future autorité de régulation qui succèdera à l'ARJEL au 1^{er} janvier 2020 (l'ANJ), ainsi que les modalités d'exercice de ses prérogatives et pouvoirs de contrôles à l'égard des opérateurs agréés, la définition des exigences que les opérateurs de jeux d'argent seront tenus de respecter dans la mise à disposition du public de leurs offres de jeux d'argent, la définition des modalités de collecte du produit des prélèvements publics sur les jeux et paris et la définition des modalités de reversement à l'Etat des avoirs de joueurs non restituables à ces derniers au terme d'un délai de 6 ans, pendant lequel ils sont mis en réserve par les opérateurs.

11.3 ASSEMBLEE GENERALE DU 4 NOVEMBRE 2019

L'assemblée générale du 4 novembre 2019 a notamment :

- modifié la dénomination sociale de la Société afin de permettre, en plus de la dénomination sociale La Française des Jeux, l'utilisation du sigle FDJ ;
- modifié l'objet social de la Société (voir paragraphe 19.2.1 « Objet social » du Document d'Enregistrement) ;
- attribué un droit de vote double aux actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative au nom du même actionnaire depuis deux ans au moins (sous condition suspensive d'approbation du Prospectus) ;
- divisé la valeur nominale des actions (sous condition suspensive d'approbation du Prospectus) ;
- adopté de nouveaux statuts (sous conditions suspensives d'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris et du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la Société) ;
- nommé de nouveaux administrateurs : Madame Marie-Ange Debon, Madame Fabienne Dulac, Monsieur Xavier Girre, Madame Corinne Lejbowicz et Monsieur Pierre Pringuet (sous conditions suspensives d'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris et du transfert au secteur privé de la majorité du capital de la Société) ;
- fixé la rémunération des administrateurs pour l'exercice 2019 à 600 000 euros ;

- adopté les résolutions financières visées au paragraphe 19.1 « Informations concernant le capital social », y compris l'autorisation donnée au conseil d'administration de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, qui sera utilisée par FDJ pour acheter les actions auprès de l'Etat en vue qu'elle soient remises au FCPE groupe dépositaire des bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés (sous condition suspensive d'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris).

11.4 PARTICIPATION DANS BEIJING ZHONGCAI PRINTING CO

Il est rappelé que le conseil d'administration du 12 juillet 2019 de FDJ Gaming Solutions, qui détient la participation du Groupe dans Beijing Zhongcai Printing Co (BZP), a autorisé la cession de cette participation au profit de China Welfare Lottery pour un montant minimum correspondant à la dernière valorisation connue. Cette décision n'a pas été mise en œuvre à ce stade et a été prorogée d'un an.

11.5 ACCORDS D'ACTIONNAIRES

FDJ a été notifiée de la conclusion le 24 octobre 2019 d'un pacte entre l'UBFT et les Ailes Brisées, constitutif d'une action de concert et qui entrera en vigueur à compter de l'acquisition, par les Ailes Brisées, d'actions FDJ dans le cadre de l'Offre. Ce pacte prévoit notamment un droit de préemption au profit de l'UBFT et un droit de préemption de second rang par rapport à la FNAM au profit des Ailes Brisées (voir paragraphe 16.6 « Accords entre actionnaires » du Document d'Enregistrement »).

Les Ailes Brisées ont indiqué avoir l'intention de placer un ordre d'achat de 12 millions d'euros dans le cadre de l'Offre et se sont engagés à conserver les actions ainsi acquises pendant 548 jours calendaires.

11.6 ACTIVITE

Projet d'acquisition

FDJ finalise des discussions en vue de l'acquisition d'un éditeur de logiciel, permettant notamment de proposer des services de paiement en point de vente. Cette acquisition s'inscrirait dans la stratégie de développement de l'activité Paiement et Services et serait effectuée sur la base d'une valeur d'entreprise inférieure à 50 millions d'euros, financée sur les fonds propres du Groupe. Cette opération serait soumise à une notification à l'Autorité de la concurrence française.

Cycle de vie des jeux et résultats sportifs

Un nouveau cycle long exceptionnel et de nouveaux résultats sportifs inattendus (qui ont tendance à minorer le TRJ des paris sportifs) ont été enregistrés au cours des dernières semaines. Comme indiqué au paragraphe 7.1.2.2 « Saisonnalité – Effet du cycle de vie des jeux et du calendrier sportif » et du paragraphe 11.1.2 « Prévision pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 » du Document d'Enregistrement, ces événements devraient avoir un impact positif sur l'activité du Groupe.

ERRATUM

- A la page 72 du Document d'Enregistrement, le tableau présentant la répartition des mises, la part revenant aux gagnants, ainsi que le PBJ pour le semestre clos le 30 juin 2019 doit être modifié comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Mises	Part revenant aux gagnants	PBJ
Jeux de tirage	2 606,2 <u>2 598,0</u>	1 542,2 <u>1 536,7</u>	1 064,0 <u>1 061,3</u>
Jeux instantanés	4 003,4 <u>4 011,6</u>	2 810,2 <u>2 815,6</u>	1 193,2 <u>1 196,0</u>
<i>Total Loterie</i>	6 609,5 <u>6 609,6</u>	4 352,4 <u>4 352,3</u>	2 257,2 <u>2 257,3</u>
Paris Sportifs	1 810,4	1 404,6	405,9 <u>405,8</u>
Total	8 410,0 <u>8 420,0</u>	5 757,0 <u>5 756,9</u>	<u>2 663,0</u>

- A la note de bas de page 96, le terme « La FNAM a conclu un pacte d'actionnaires (...) » est remplacé par le terme « La FNAM est en cours de signature d'un pacte d'actionnaires (...) ».